

ÉTUDES
DOCUMENTAIRES ET
ÉTUDES D'ARCHIVES
EN ARCHÉOLOGIE
PRÉVENTIVE

6^e séminaire scientifique et
technique de l'Inrap
3 et 4 novembre 2022

Livret des communications



Illustrations de couverture

1 - Aveu rendu en 1618 pour la seigneurie de Chasné (Archives départementales de Loire-Atlantique, B 2166, liasse 3, pièce 9) - cliché P. Poilpré, Inrap ;

2 - Guillaume Marie Delorme, "Plan et Elévation orientale, et profils de la Chaussée-Pont-Aqueduc du Mont Pila, Tour du Réservoir et Rampe des Siphons Elevés hors de la Porte de S. Irénée de la Ville de Lyon." Profil du côté du Pont, et de la Rampe (Archives municipales de Lyon 39FI/117, parrainage Véolia) ;

3 - Report des sondages archéologiques de 2017 et du relevé topographique récent sur un plan géoréférencé de l'abbaye Saint-Mathieu de Fine-Terre en Plougonvelin (29) dressé en 1664 (Archives nationales, N/III/FINISTERE/3/3) - réalisation P. Poilpré, Inrap ;

4 - Carte générale de la France, feuille 83 de Semur-en-Auxois (21), levée par J. Seguin, 1758 [sous la dir. de César-François Cassini de Thury] (BnF, département Cartes et plans, GE FF-18595).

Études documentaires et études d'archives en archéologie préventive

6^e séminaire scientifique et technique de l'Inrap

— Jeudi 3 et vendredi 4 novembre 2022

Comité d'organisation

- Marc Bouiron (Inrap, UMR 7264 CEPAM)
- Carine Carpentier (Inrap)
- Louis Faivre d'Arcier (Archives municipales de Lyon)
- Sébastien Gaime (Inrap, UMR 6042 GEOLAB)
- Michel Goy (Inrap, UMR 5138 ArAr)
- Anne Pariente (Service archéologique de la Ville de Lyon, UMR 5138 ArAr)

Comité scientifique

- Anne Berdoy (SRA - DRAC Occitanie, UMR 5608 TRACES)
- Marc Bouiron (Inrap, UMR 7264 CEPAM)
- Diane Carron (EHESS, UMR 8558 CRH)
- François Fichet de Clairfontaine (Ministère de la Culture - DIRI, UMR 6273 CRAHAM)
- Louis Faivre d'Arcier (Archives municipales de Lyon)
- Michel Goy (Inrap, UMR 5138 ArAr)
- Fanny Lelandais (Service Archéologie Nice Côte d'Azur, UMR 7264 CEPAM)
- Hélène Noizet (Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, LAMOP UMR 8589)
- Anne Pariente (Service archéologique de la Ville de Lyon, UMR 5138 ArAr)
- Thierry Pécout (Université Jean Monnet Saint-Etienne, UMR 8584 LEM-CERCOR)
- Pierre Poilpré (Inrap)
- Philippe Rigaud (UMR 7298 LA3M)
- Cécile Sauvage (Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines)
- Nathan Schlanger (École nationale des chartes - PSL)

—
Séminaire organisé par l'Inrap, en partenariat avec le Service archéologique de la Ville de Lyon et les Archives municipales de Lyon.

Table des matières

—

OUVERTURE DU SÉMINAIRE

Communication introductive

— p. 7

SESSION 1

Prescription, typologie des sources et contextualisation des usages documentaires

— p. 8

SESSION 2

Apport des études documentaires aux opérations archéologique

— p. 20

SESSION 3

Complémentarité des sources à travers des cas d'étude

— p. 32

SESSION 4

Exploitation des fonds d'archives : quelles attentes et quels résultats possibles

— p. 43

SESSION 5

Comprendre l'histoire d'un site par la confrontation des archives et des données archéologiques

— p. 54

ANNUAIRE DES PARTICIPANTS

— p. 67

Ouverture du séminaire

Communication introductive

Marc Bouiron (Inrap), Sébastien Gaime (Inrap)

Un nombre croissant d'études documentaires et d'archives sont réalisées en lien avec les opérations d'archéologie préventive. Les barrières chronologiques ont été repoussées au cours de ces dernières décennies et les fouilles sur des sites modernes et contemporains ne sont plus rares. L'archéologie du bâti (objet du séminaire précédent) a aussi permis de montrer tout le potentiel d'étude sur les périodes récentes.

Alors que pendant des décennies les archéologues ont lutté pour s'affranchir du cadre de l'Histoire, désormais notre discipline peut revenir en quelque sorte à ses premières amours et flirter sans rougir avec les historiens des textes. Il s'agira donc, lors de ce séminaire, peut-être de définir les champs disciplinaires respectifs, du moins ceux appliqués au préventif.

L'Inrap a 20 ans, l'Afan environ 30 ans de plus ce qui représente presque un demi-siècle d'archéologie préventive. Entre compilation des rapports d'opérations anciennes, critique des résultats de nos prédécesseurs pour lesquels les normes étaient en construction, alors qu'elles ne sont toujours pas partagées par la communauté, études poussées d'archives inédites, reprises de données publiées c'est la diversité voire la confusion qui règne. Cartographie anciennes, bibliographie, archives des Monuments Historiques, rapports d'opération, archives photographiques ou textuelles, toutes ces sources sont à prendre en compte et faire dialoguer avec les réalités analysées par les archéologues.

Plus prosaïquement devant cette multiplicité des pratiques il s'agira aussi de structurer une spécialité à l'Inrap. Qui, comment et pour quoi faire ? Du côté des services de l'État, le contour des prescriptions reste encore parfois assez flou. Le séminaire a donc de beaux sujets à traiter !

Mots clés : études documentaires, études d'archives, archéologie préventive

- 1 -

**Prescription, typologie des sources
et contextualisation des usages
documentaires**

Prescrire des études documentaires ou d'archives dans le cadre des opérations préventives. Un nouvel enjeu au cœur de la rédaction des cahiers des charges scientifiques et de la conduite du CST par les services régionaux de l'archéologie

François Fichet de Clairfontaine (MC - DIRI), Bastien Lefebvre (SRA - DRAC Occitanie), avec la collaboration de Gaël Carré (SRA - DRAC Normandie), Marie-Christine Lacroix (SRA - DRAC Bourgogne-Franche-Comté), Yves Pautrat (SRA - DRAC Bourgogne-Franche-Comté)

La prescription d'archéologie préventive exprimée par le biais d'un cahier des charges scientifique, qu'elle concerne des dossiers de diagnostic ou de fouille préventive, comporte de plus en plus souvent des volets consacrés non seulement à la conduite d'études documentaires mais aussi à celle d'analyses d'archives. À partir d'exemples pris entre autres en Normandie, Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie et Outre-Mer (La Réunion, Guadeloupe et Martinique), cette communication a pour objet de montrer comment et jusqu'à quel point les services de l'archéologie appréhendent ce champ d'enquête dans leurs cahiers des charges scientifiques, comment ils les dimensionnent ou non, comment cela s'est aussi traduit dans les faits au sein des rapports de diagnostic comme de fouille; la CTRA pouvant avoir un rôle moteur en incitant ces études et en permettant de mieux adapter ces travaux. L'attention portée à ce type de prescription s'est-elle enfin *in fine* traduite par le recrutement de spécialistes au sein des équipes, que ce soit celles des SRA, des opérateurs privés ou des opérateurs publics ?

Mots-clés : prescription d'archéologie préventive, cahier des charges scientifiques, services régionaux de l'archéologie, CTRA, études documentaires, études d'archives

Les sources écrites en archéologie préventive : types et utilisation. Aperçu illustré par plusieurs études récentes réalisées en Bretagne

Pierre Poilpré (Inrap)

L'archéologie, qu'elle soit préventive ou non, est amenée à rencontrer une grande diversité de structures, et toucher ainsi tous les aspects d'une société. Toutes les sources d'archives sont donc potentiellement susceptibles d'être mobilisées pour documenter un site.

Ces différentes sources sont donc innombrables, et il n'est pas question ici d'en dresser un inventaire exhaustif. Cette communication se propose uniquement d'en donner un aperçu pratique. On tâchera, pour chacune, de préciser la localisation des fonds, et d'illustrer leur utilisation concrète à partir d'études récentes, menées ces dernières années par l'Inrap en Bretagne.

Sera d'abord évoqué le cadastre napoléonien qui, avec ses états de section et ses matrices, constitue une source écrite à part entière, et bien souvent le point de départ de toutes recherches ; tout comme les plans-terriers, plus anciens mais aussi plus rares. Il sera ensuite question de l'apport des inventaires administratifs du Moyen Âge et de l'époque moderne que sont les terriers, rentiers ou censiers, de celui des aveux et leur minu, des documents comptables et PV de visite, des actes notariés et des papiers de famille. On évoquera aussi les registres paroissiaux, ou encore les chartes et cartulaires du Moyen Âge central. On abordera enfin l'utilisation plus délicates des sources narratives et hagiographiques.

Cependant, puisque le sujet est l'archéologie préventive, on pourra se demander, pour finir, s'il n'y a pas une particularité dans l'utilisation, au sein de cette discipline, des sources écrites. Particularité qui ne résiderait pas tant dans la nature des sources que dans celle des opérations ; on pense en particulier aux vastes décapages qui, en pleine campagne, mettent au jour des sites ruraux, inconnus.

Ces sites qui sont souvent modestes sont dès lors très difficiles à documenter directement. Un moyen pour pallier cet écueil peut résider dans un certain usage que l'on peut faire des aveux. L'étude de ces documents, lorsqu'ils sont suffisamment détaillés, autorise une reconstitution parcellaire qui, en procédant de façon régressive, peut faire remonter jusqu'à la fin du Moyen Âge. Ce procédé permet d'accéder à une forme ancienne du paysage qui, en soit, peut déjà renseigner immédiatement les vestiges mis au jour. Mais c'est aussi un moyen de parvenir à des informations importantes, comme la microtoponymie ancienne, la propriété ou le statut des terres.

Mots-clés : Bretagne, archives, sources écrites, archéologie préventive

La Médiathèque du patrimoine et de la photographie : aux sources de l'archéologie et des Monuments historiques. Cas pratiques et méthodes

Camille Duclert (Médiathèque du patrimoine et de la photographie)

La communication se fixe deux objectifs :

- présenter les ressources archivistiques et documentaires de la Médiathèque du patrimoine et de la photographie (MPP) ;
- proposer, à partir de cas pratiques soumis à la Médiathèque, une manipulation des bases archivistique et documentaire.

Service d'archives de l'administration des Monuments historiques et de l'Archéologie, la Médiathèque du patrimoine et de la photographie rassemble des fonds remontant au début du XIX^e siècle, éclairant autant le fonctionnement de cette administration naissante que les édifices, objets et sites bénéficiant de son attention. Parmi les 9 km d'archives et les 20 millions de phototypes conservés par la MPP, trois ensembles de fonds se révèlent incontournables pour l'étude documentaire d'un site archéologique.

Le premier regroupe les documents attestant de la protection au titre des Monuments historiques. Cette protection concerne autant les 1 200 sites archéologiques inscrits ou classés (ruines, enceintes, site, remparts, etc) que d'autres édifices susceptibles de relever d'une archéologie du bâti. Les documents générés par cette protection s'articulent autour du dossier de protection comportant photographies, plans et relevés datant du moment de la protection. À ce noyau originel peuvent s'adjoindre des plans lors d'interventions ultérieures de restauration ainsi que d'autres campagnes photographiques. L'ensemble de ces fonds s'appréhende désormais en ligne grâce aux bases de données documentaire et archivistique de la MPP.

Deuxième ensemble conséquent, les archives des fouilles elles-mêmes. Rassemblés en une unique série, 100 000 dossiers de fouille retracent les opérations menées sur tout le territoire national depuis la mi XIX^e siècle jusqu'à nos jours. Grâce à un fin travail d'indexation, l'inventaire de ces dossiers est en cours de versement sur la base Archives de la MPP. Il permet une consultation croisée de dossiers aux thématiques voisines. Ces données sont également à enrichir par la consultation des archives de la sous-direction de l'Archéologie, aussi versées à la MPP.

Enfin, troisième ensemble, les fonds photographiques de la MPP. À la suite d'une riche histoire administrative, la MPP accueille aussi bien les photographies de l'administration des Monuments historiques (photographes attachés à la Commission des Monuments historiques, photographies des DRAC), que celles de photographes confirmés ayant donné leur œuvre à l'État (tels le photographe

aérien Roger Henrard). Accessibles en ligne sur la base Mémoire, ces photographies témoignent d'un état parfois disparu des sites archéologiques. Elles sont également un appel pour continuer d'enrichir cette base dans la continuité des futures fouilles.

Mots-clés : archives, Monuments historiques, documentation, plans, photographies, bases en ligne

Études documentaires en contexte fluvial et maritime : un outil fondamental pour l'orientation des prescriptions d'archéologie préventive

Souen Fontaine (Inrap), Elise Nectoux (SRA - DRAC Auvergne-Rhône-Alpes), Cécile Sauvage (DRASSM)

La carte archéologique nationale souffre, pour les milieux fluviaux comme pour les zones maritimes, d'un important déficit de documentation. Cette lacune engendre régulièrement une réelle difficulté à appréhender correctement ces espaces, pourtant particulièrement fragiles, dans le processus de l'archéologie préventive. En amont des prescriptions, un échantillonnage dans les archives, notamment dans les fonds de travaux en vue d'identifier un potentiel archéologique, peut contribuer à combler certaines lacunes mais temps et moyens nécessaires font souvent défaut.

L'intégration d'un volet d'études documentaires et archivistiques dans les prescriptions de diagnostics, pratiquée depuis plusieurs années par le Drassm et par certains SRA en contexte fluvio-lacustre, se révèle être un outil essentiel d'aide à l'orientation du diagnostic. Effectuées en début d'opération, les « prospections documentaires », au même titre que les prospections géophysiques ou visuelles, permette de préciser la stratégie d'intervention sur le terrain. Elles constituent, en outre, comme pour les fouilles, un outil d'analyse, de remise en contexte des vestiges (aménagements anthropiques ou leur environnement) pour affiner les interprétations. Elles peuvent contribuer considérablement à la définition des suites à donner et (re)deviennent ainsi outil d'aide à la prescription.

À travers quelques cas concrets, cette communication questionnera les apports et limites des études réalisées durant la dernière décennie et tentera de dessiner les contours de ce qui pourrait constituer une prospection documentaire exemplaire, adaptée aux objectifs du diagnostic archéologique. Quelles sources doivent être ciblées dans ce cadre ? Jusqu'où ce type d'étude peut-il et doit-il aller pour s'avérer utile dans ce contexte ? Quel degré de spatialisation des informations faut-il viser ? A quel type de chercheur(s) en confier la réalisation ?

Enfin, il s'agira de s'interroger sur les possibilités (moyens humains et matériels) pour les services prescripteurs de réaliser des études similaires en amont du contexte préventif ou dans les cas où la prescription s'avère impossible, qu'il s'agisse de certains cas de restauration de la continuité écologique des cours d'eau ou de l'impact des changements climatiques.

Mots-clés : diagnostic archéologique, étude documentaire, étude d'archives, fluvial, maritime, prescription

Les cadastres napoléoniens et les plans par masses de cultures au croisement des recherches archéologiques de terrain

Jean-Louis Bernard (Inrap)

La mise en place d'une cadastration universelle à vocation fiscale concernant l'ensemble du territoire français a été lancée sous le Premier Empire et achevée sous la Restauration. Elle avait été précédée dans certaines communes test par les plans par masses de cultures réalisés sous le règne de Louis XVI. Cette première mission cadastrale témoigne d'une occupation du sol directement issue de l'Ancien Régime. Elle plaque toutefois une nouvelle réalité juridique (le droit foncier est désormais fondé sur le principe de la propriété individuelle de la parcelle) sur un terroir jusque-là divisé en fiefs, cens et tenures.

Cette source cartographique bien connue des archéologues présente de nombreux intérêts :

- Fiabilité technique et précision des représentations (cartes réalisées par des géomètres),
- Sincérité des descriptions (document normatif à vocation fiscale),
- Unité d'assiette géographique (la commune : tout le territoire du pays est couvert sans aucun oubli),
- Rapidité d'exécution (la mission cadastrale dure environ 1 an pour une commune).

Les transformations récentes du paysage (grands remembrements agraires au milieu du XX^e s. dus à la généralisation du tracteur, plans d'aménagement du territoire à partir des années 1960) ont provoqué la disparition de nombreuses composantes du paysage ancien. On tentera de montrer qu'il est possible d'effectuer une analyse régressive des plans parcellaires anciens afin de tenter de dégager les tendances fortes ayant présidé à la formation du terroir sur le temps très long. Le résultat final du traitement graphique sera contraint par de nombreuses limites méthodologiques mais il constituera un document d'évaluation qui devra être abondé par les données de l'archéologie de terrain. À travers plusieurs expériences menées depuis 10 ans, on montrera que la fiabilité des résultats varie fortement en fonction des particularités du terroir, de l'existence de données issues de fouilles sur de très vastes surfaces et du choix de l'aire d'étude qui est d'autant plus pertinente qu'elle s'étend sur plusieurs communes. On illustrera la présentation par des exemples concernant les terroirs de Méaulte (Somme) et la Chaise-Dieu (Haute-Loire), et par les recherches en cours sur la moyenne vallée de l'Oise entre Noyon et Compiègne dans le cadre des interventions archéologiques sur le tracé du futur canal Seine-Nord.

Mots-clés : Méaulte, La Chaise-Dieu, Montmacq, Cambronne, Bresles, cadastre napoléonien, analyse régressive, archéologie du terroir, plan parcellaire

Planimétrie et archéologie préventive : exploiter les cartes anciennes en contexte de diagnostic préventif

Louis Hugonnier (Inrap)

En contexte de diagnostic préventif, les documents planimétriques (plans « anciens », cadastraux etc.) se positionnent comme un objet-source raisonnablement exploitable et mobilisable dans un temps court, dont l'approche, même succincte, permet de constituer un corpus d'éléments utiles pour répondre aux problématiques du diagnostic. Lectures simples, confrontations métriques, vectorisation des tracés ou bien encore interprétations archéogéographiques sont autant de pratiques dont la mise en œuvre permet de nourrir le discours archéologique, et non sommairement l'illustrer. Ainsi, l'exploitation de ces documents graphiques peut aider à la contextualisation d'un gisement, son identification, sa caractérisation, mais également à son intégration dans un schéma qui dépasse souvent la notion d'intra-site. À travers quelques exemples isariens et axonais, la discussion se propose d'exposer modalités d'exécution et résultats (positifs ou négatifs) de ce type d'approche, en contexte rural et urbain.

Mots-clés : Picardie, archéologie préventive, planimétrie, cartes anciennes, archéogéographie, diachronie

Les temps de l'étude archéogéographique en contexte préventif : retour d'expérience en Île-de-France

Émilie Cavanna (Département d'Histoire de l'Architecture et d'Archéologie de Paris)

Alors que les études dites « documentaires » ou « d'archives » deviennent quasi systématiques pour les sites médiévaux ou modernes fouillés en contexte préventif, la prescription d'études archéogéographiques reste relativement rare et réservée aux sites considérés comme exceptionnels du point de vue de la surface investiguée et/ou de leur importance historique. Le potentiel informatif des études archéogéographiques semble donc encore à démontrer, dans le cadre opérationnel ordinaire de l'archéologie préventive. Pourtant, les études de cas le montrent en Ile-de-France comme ailleurs : les opérations de compilation, spatialisation et confrontation des documentations planimétriques, archéologiques et écrites produisent – à des échelles différentes de celles de l'emprise fouillée – une masse d'informations inédites qui nourrissent l'interprétation archéologique du site, en le réinsérant dans l'histoire du territoire sur la longue durée.

L'objectif de la communication n'est pas de lister les atouts de l'expertise archéogéographique lorsqu'elle est inscrite dans le projet d'intervention scientifique, mais d'aborder sa pratique concrète, en milieu rural et urbain, notamment sous l'angle des « temps » de l'étude – c'est-à-dire en amont / aval des diagnostics ou fouilles, et selon la durée évaluée/effective en jours-hommes. En contexte préventif, ces deux paramètres conditionnent fortement les problématiques abordées et les sources exploitées (notamment les actes médiévaux et modernes), qui elles-mêmes déterminent la résolution des informations et, par conséquent, la plus-value scientifique pour le responsable d'opération.

Cette communication est envisagée comme un retour d'expérience et un bilan des collaborations entre archéologues et archéogéographes à partir de quelques dossiers¹ illustrant l'articulation possible entre les archives sédimentaires et archivistiques au sens large. Elle repose sur quinze ans de pratique de l'archéogéographie en Ile-de-France, auprès de différents opérateurs d'archéologie préventive (Inrap et collectivités territoriales).

Mots-clés : archéogéographie, prescription, longue durée, territoire, planimétries, archives, amont/aval des opérations, jours-hommes

1 - Études archéogéographiques citées : Inrap-CIF : étude de la Ferme du Colombier de Varennes-sur-Seine (77, R.O Séverine Hurard), du Fort St-Sébastien et de la forêt de Saint-Germain-en-Laye (78, R.O Séverine Hurard), de l'hôtel dit de Tanguy du Châtel, rue de la Verrerie (Paris, R.O François Renel) ; SDAVO (95) : étude de la Ferme de la Siaule à Jouy-le-Moutier (R.O Aurélien Lefeuvre) et du Quartier Bossut de Pontoise (R.O Aurélien Lefeuvre) ; DHAAP (75) : étude de l'hôtel Amelot de Bisseuil, rue Vieille-du-Temple (R.O Julien Avinain) et du collège de Cluny, rue Cujas (R.O David Couturier, en cours).

Expertiser les cartes et le territoire : archéogéographie des réseaux routiers à Lyon

Mélanie Foucault (Service archéologique de la Ville de Lyon)

L'archéogéographie, discipline qui s'intéresse à l'étude des territoires et à leurs dynamiques dans la longue durée est, depuis plusieurs années, pratiquée dans différents services d'archéologie de collectivités territoriales, notamment à Lyon, où elle vient en appui à la recherche archéologique et à la pratique opérationnelle. Les études produites dans ce cadre pourraient être qualifiées d'« études documentaires mixtes » dans la mesure où elles mobilisent une documentation variée et hétérochrone (cartes et plans anciens, photographies aériennes, sources écrites, données archéologiques...) dont on cherche la mise en cohérence pour construire un discours intelligible sur l'espace ancien et ses dynamiques d'évolution.

La méthodologie mobilisée peut être résumée en deux temps : d'abord un travail de compilation d'informations géohistoriques tirées des différentes sources et leur intégration dans un même plan géographique, pour constituer une carte compilée. Les sources cartographiques et planimétriques tiennent ici une place prépondérante par leur nombre et leur diversité thématique, graphique, et chronologiques. Le travail impose de porter sur elles un regard critique car cartes et plans ne sont pas neutres ; ils sont le produit d'une intention, d'une technique, d'une époque ce qui induit des biais dans les modes de représentation. Ensuite, la réalisation de traitements techniques et analytiques particuliers permet d'approfondir l'étude du territoire. Celle-ci repose en grande partie sur l'observation des formes planimétriques héritées et le croisement avec les autres sources de données.

L'archéogéographe acquiert ainsi, par sa pratique, une véritable expertise de l'archive cartographique et apporte une dimension spatiale, diachronique et multiscalaire essentielle à la bonne compréhension du territoire d'intervention des archéologues, mobilisable en amont comme en aval des opérations.

Ces éléments seront abordés au cours de notre communication à travers la présentation de quelques dossiers lyonnais, axés sur la problématique des réseaux routiers, clé de lecture particulièrement efficace pour l'histoire des territoires. Nous verrons quels résultats ont été apportés par ce biais à la connaissance du terrain lyonnais et en quoi l'approche archéogéographique complète et enrichit les résultats de l'archéologie.

Mots-clés : archéogéographie, morphologie, archives, cartographie, planimétrie, espace, territoire, réseaux routiers, longue durée

La prévention du risque pyrotechnique en archéologie préventive par l'étude documentaire, archivistique et archéogéographique. Les bombardements aériens pendant la Seconde Guerre mondiale en Val-d'Oise (Île-de-France)

Pierrick Tigreat (SRA - DRAC Île-de-France)

Le Val-d'Oise a connu de nombreux bombardements durant la Seconde Guerre mondiale et le service archéologique du Département (SDAVO) s'est donné comme mission de les documenter pour contribuer à l'histoire de ce conflit dans le département tout autant que pour prévenir les risques pyrotechniques en lien avec les travaux d'aménagement du territoire.

Les données sont issues du dépouillement de plusieurs sources d'informations, planimétriques, topographiques ou archivistiques, qui permettent d'identifier les bombardements qui ont eu lieu.

Le territoire militaire du Val-d'Oise¹ n'est pas sans objets et des documents et données apportent des informations nombreuses en lien avec des faits de la Seconde Guerre mondiale. Cette « couche d'information » qui correspond à un moment de l'histoire d'un site est maintenant intégrée par les archéologues dans les problématiques scientifiques du SDAVO afin de reconstituer le cadre et les stigmates de ce conflit contemporain qui a modifié et altéré le paysage, partiellement ou totalement.

Mots-clés : Époque contemporaine, Seconde Guerre mondiale, faits de guerre, bombardement, trou de bombe

1 - Le Val-d'Oise est né du redécoupage de la région parisienne par la loi du 10 juillet 1964. L'organisation territoriale est donc différente de celle de la Seconde Guerre mondiale.

Enquête bibliographique, étude documentaire et étude d'archives pour le diagnostic archéologique des bourgs et des villages actuels : développement des pratiques dans les départements de l'Indre, de l'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher

Philippe Chimier, Hélène Guillot, Isabelle Pichon, Émilie Trébuchet, Françoise Yvernault (Inrap)

Les opérations d'archéologie préventive au sein des centres-bourgs se sont multipliées depuis une vingtaine d'années en région Centre-Val de Loire. Elles correspondent pour l'essentiel à des diagnostics, ayant rarement donné lieu des prescriptions de fouille.

Si la réalisation de sondages dans le sol reste la principale source documentaire, elle laisse la part à d'autres méthodes qui lui sont complémentaires : l'enquête bibliographique, l'étude documentaire et la recherche en archives. Ces trois approches, distinctes, apportent des informations utilisées pour l'élaboration du projet scientifique d'intervention (PSI) et lors de l'étude. Elles se sont affirmées chacune à leur propre rythme et sont amenées à se développer.

Bien que poreuses, les définitions de ces trois approches sont distinctes. En contexte de ce qui constitue un site déjà connu, l'enquête bibliographique est indispensable pour l'élaboration du PSI, en particulier la disposition des sondages. Elle concerne les publications anciennes, notamment du réseau des sociétés savantes locales, comme les études récentes inédites à l'instar des mémoires universitaires. Les études documentaires et d'archives sont essentiellement mises en œuvre dans le cadre du diagnostic proprement dit. Elles répondent à une problématique et à des questionnements spécifiques, établis le plus souvent en fonction des découvertes de terrain mais aussi d'une approche topographique plus globale, à l'échelle de l'agglomération.

La démarche s'est mise en place en s'appuyant sur les pratiques de l'archéologie urbaine, en particulier celles des villes de la région ayant développé un programme sur le temps long. Elle s'est formalisée autour d'une équipe informelle d'archéologues de terrain et de spécialistes ainsi que d'un réseau interinstitutionnel d'intervenants professionnels et bénévoles. Elle est amenée à se développer, en particulier en rationalisant l'acquisition et la gestion de la documentation.

Mots-clés : Centre-Val de Loire, diagnostic, bourg, village

- 2 -

**Apport des études documentaires aux
opérations archéologiques**

Retour d'expérience sur dix ans d'études documentaires en archéologie

Adrien Dubois (Centre Michel de Boüard - CRAHAM)

La communication propose de revenir sur une dizaine d'années de réalisations d'études documentaires au cours desquelles ont pu être identifiées certaines difficultés liées en grande partie aux formations respectives des historiens et des archéologues. Le chargé d'études documentaires doit tenter d'être à la fois une sorte d'historien généraliste, qui puisse envisager un site sur le temps long, mais pourtant un peu « spécialiste » de l'archéologie, de manière à favoriser un dialogue qui ne relègue pas l'étude documentaire au statut d'annexe du rapport d'opération.

Ce dialogue nécessite évidemment de « parler la même langue », ce qui n'est pas toujours aussi évident qu'on pourrait l'imaginer : le « bourg » des historiens ne correspond ainsi pas nécessairement à celui des archéologues. Le dialogue est également important dans le sens où les observations archéologiques sont susceptibles d'amener à relire un texte avec un nouveau regard de même qu'un texte peut conduire à reconsidérer une datation ou une interprétation de terrain.

Le temps imparti à l'étude reste cependant sans doute la question la plus délicate : on se demande finalement si la réalisation de « diagnostics documentaires » ne permettrait pas de mieux définir les objectifs et les moyens d'études postérieures.

Mots-clés : archives, archéologie, paléographie, cadre de classement, pluridisciplinarité

Quarante ans de pratique de l'étude documentaire en lien avec l'archéologie à Orléans

Benjamin Lefèvre, Sébastien Jesset, Catherine Thion (Pôle d'archéologie de la Ville d'Orléans)

Par un ensemble de circonstances favorables, la ville d'Orléans a bénéficié précocement d'études documentaires dès le début des années 1980. À l'origine, ces études « d'évaluation du patrimoine » incluant travail bibliographique, dépouillement des fonds d'archives, l'observation du bâti et parfois des sondages archéologiques, sont réalisées par le service de l'Inventaire du Patrimoine en collaboration avec la direction des Antiquités Historiques (DAH) en préalable aux opérations d'urbanisme (quartier Vinaigrerie – 1984 ; quartier Saint-Euverte – 1990). Quelques autres à l'initiative de la DAH accompagnent les opérations de terrain (Place du Martroi – 1986 ; ZAD Saint-Marceau – 1989 ; carrefour Bourgogne – 1989).

Avec la mise en place en 1993 du service archéologique municipal d'Orléans, ces études vont progressivement se développer, préalablement à toutes prescriptions et en anticipation sur les projets d'aménagement de la ville (quartier de la Charpenterie – 1996-1997 ; quartier du Châtelet – 1998 ; rue des Halles îlots A, B, E, F et G – 2004 ; quartier Saint-Paul – 2006-2007 ; quartier des Carmes – 2009 ; FAMAR – 2012 ; Boulevard Aristide-Briand – 2015). Au tournant des années 2000, le SRA prendra encore en charge quelques études en préalable à la prescription d'évaluation (prieuré de la Madeleine – 1998 ; rue des Halles immeuble Pomona et Gratté – 2001), avant que les études documentaires soient intégrées au cahier des charges de certaines prescriptions de diagnostics à partir de 2004 (Motte Sanguin – 2004 ; Tram B – 2008).

La dernière étude documentaire conduite par le Pôle d'Archéologie de la Ville d'Orléans concerne une vaste opération de requalification des mails (boulevards) hérités de la fortification de la fin du 15^e s., menée par Orléans Métropole. Réalisée de façon anticipée, elle a été reprise dans la prescription de diagnostic du SRA Centre-Val de Loire pour notamment évaluer l'étendue des destructions opérées par les travaux de démolition de l'enceinte à partir de la fin du 18^e s. Cette étude, menée en six mois par deux personnes, a porté sur plusieurs thématiques et brosse un tableau le plus complet possible de l'état des connaissances de cet espace : géomorphologie, contexte archéologique, contexte des aménagements récents mais aussi et surtout histoire de cette fortification.

La synthèse, conçue comme un document autonome pour les décideurs, propose une récapitulation des différentes informations rassemblées, notamment topographiques, ainsi qu'une estimation du potentiel archéologique du couloir des mails. Cette étude documentaire et historique, pleinement intégrée à l'archéologie préventive, est un bon exemple d'une pratique maintenant quadragénaire à Orléans.

Mots-clés : Orléans, Moyen-Âge, fortification urbaine, potentiel archéologique

Identifier, caractériser, cartographier et critiquer le patrimoine immergé de la Saône : un cas d'étude documentaire pluridisciplinaire et problématisée

Marion Foucher (Université de Bourgogne Franche-Comté), Sylvain Badey (Inrap), Cécile Helleringer (ENSTA Bretagne)

Espace complexe d'intérêts et de pratiques enchevêtrées, la Saône est un environnement particulièrement riche en termes de patrimoine ancien. Utilisée comme vecteur de diffusion et de déplacement, exploitée pour ses ressources et sa force motrice, envisagée comme un obstacle à franchir, défendre, voire contraindre... la Saône concentre sur son linéaire un vaste ensemble d'usages qui, pour la plupart, ont laissé des traces matérielles.

Dans le cadre de la prescription liée aux dragages d'entretien du chenal de la Saône entre Corre (70) et Crèche-sur-Saône (71), cette étude documentaire visait à identifier, localiser, caractériser et discuter le potentiel archéologique de la Saône sur quelques 336 km. L'enquête menée dans une quinzaine de centre d'archives, les bibliothèques et les fonds des Services Régionaux de l'Archéologie a révélé l'extrême dispersion des sources historiques et l'ampleur des documents textuels et iconographiques conservés. Partant de ce volume particulièrement conséquent d'informations disparates en termes de format (iconographie, textuel), de précision tant chronologique que spatiale, de finalité et d'origine, trois outils ont été mis en place pour gérer le croisement de ces données issues des différentes sources collectées : un atlas textuel adossé à une base de données spatialisée et un Système d'Information Géographique (SIG). Ces trois outils sont reliés grâce à l'usage d'identifiants uniques communs.

La base de données et le SIG permettent de spatialiser les données historiques et archéologiques dans le paysage alluvial actuel, de confronter les fonds iconographiques anciens aux levés géophysiques actuels (bathymétrie et MNT notamment) et l'élaboration d'un atlas cartographique automatisé. Ils constituent ainsi un espace de travail collectif, utile à la caractérisation du potentiel archéologique et géomorphologique notamment pour les opérations de terrain.

L'Atlas textuel quant à lui, a vocation à présenter l'argumentaire et l'analyse critique des différents jeux de sources qui ont permis d'identifier, localiser et caractériser les divers usages de la rivière au cours du temps et d'en proposer une synthèse à l'échelle des communes. L'autre intérêt de cet outil est de pouvoir recenser les indices difficiles, voire impossibles, à localiser (et donc, de fait exclus de l'analyse spatiale) et de remettre en contexte l'ensemble des informations.

Cette co-construction concertée d'outils adaptés (à un linéaire de rivière, aux différents formats de données), aura permis *in fine* une réflexion critique pluridisciplinaire sur l'état du lit mineur et de son potentiel archéologique. Elle offre également des perspectives de recherche renouvelées sur l'occupation ancienne de ce corridor fluvial.

Mots-clés : patrimoine immergé, rivière, archéologie subaquatique, étude documentaire, SIG, atlas, étude pluridisciplinaire, archives, bathymétrie

Deux exemples d'études documentaires menées en Lorraine en 2019 et 2021 : Montfaucon d'Argonne (55) et Lunéville (54)

Marilyne Prevot (Inrap)

Deux exemples avec une finalité différente, des axes de recherches divers, et un nombre de jours attribués qui varient.

Depuis environ 5 ans, les études documentaires, archivistiques, se multiplient en Lorraine, en lien la plupart du temps avec des questionnements émanant des responsables d'opération après une fouille.

Cependant, la demande peut être différente, et venir d'un organisme autre que l'Inrap, et se faire en amont d'un projet différent. C'est le cas de l'étude réalisée pour le site de Montfaucon d'Argonne en 2019, et que je choisis d'exposer en premier. En 2018, l'Inrap a été contacté par l'ABMC (*American Battle Monuments Commission*) afin de réaliser une enquête archéologique et historique sur un site appartenant aux Etats-Unis, un village meusien détruit pendant la 1^{ère} Guerre Mondiale, sur lequel un monument américain a été édifié. L'enjeu était double : proposer une étude la plus exhaustive possible du village détruit, à travers les archives, les documents, les différentes pièces et les rares vestiges encore présents, mais également évaluer le potentiel d'une éventuelle fouille, en s'appuyant entre autre d'une campagne de relevés LIDAR. L'éventail des supports à chercher, trouver et exploiter était conséquent, mais cette étude ayant bénéficié de 15 jours, l'étude s'est avérée plutôt exhaustive.

Le second exemple concerne une demande émanant d'un responsable d'opération, suite à une fouille réalisée sur la commune de Lunéville, dans le 54. Les investigations ont révélé, entre autres, la présence de fosses rectangulaires, profondes attribuées au XVIII^e siècle. La demande du RO (JJ Thevenard) était de tenter de déterminer si ces fosses témoignaient d'une période connue de campagnes d'extraction des terres de jardin ordonnées pour l'embellissement du château de Lunéville et en particulier son parc, sous le règne de Stanislas. Il s'agissait donc d'un travail de recherches dans les archives, un travail poussé, qui, bien qu'ayant apporté plusieurs propositions quant à l'origine de ces excavations, n'a pu, en raison du temps imparti à l'étude, soit 5 jours, répondre clairement à la question du RO.

Mots-clés : archives, supports, attentes, résultats, moyens

L'approche documentaire des couvents de Lille (XIV^e-XIX^e siècles)

Christine Cercy (Inrap)

Avant la fin du XV^e siècle, la ville de Lille compte une demi-douzaine de couvents et de nombreuses fondations charitables, la plupart implantées *intra-muros*. Au cours du premier tiers du XVII^e siècle la ville s'agrandit d'une cinquantaine d'hectares et le nombre de couvents se multiplie pour contrer l'avancée de la Réforme. De cette trentaine de couvents, il ne subsiste plus aujourd'hui que trois églises modernes (Carmes, Carmes Déchaussés et Jésuites). Trois couvents lillois complètement disparus ont été fouillés et documentés depuis les années 1980 : les Urbanistes, les Pauvres-Clares, et les Dominicaines de l'Abbette.

Ce poster propose un tour d'horizon de la documentation dans les fonds locaux (AD Nord, AM Lille, BM Lille, Palais des Beaux-Arts)¹ susceptibles d'éclairer le sujet. Les archives départementales du Nord sont toujours sollicitées en premier. Les fonds des couvents et hôpitaux lillois (en séries H, AH) y sont conservés avec des fortunes diverses et sont complétés avec profit par les fonds des archives municipales. Ces derniers, classés selon une logique propre, éclairent essentiellement les rapports entre la communauté étudiée et l'échevinage : modalités de l'installation, mitoyennetés, extensions, transformations... Les documents révolutionnaires assoient avec précision la date de départ des religieux et les inventaires souvent très précis donnent une bonne image de l'organisation et du mobilier d'un établissement religieux à la fin du XVIII^e siècle. Couplés aux actes de ventes reportés dans les fonds de l'Enregistrement et aux matrices cadastrales, ces sources permettent de retracer ce qu'il advient de ces vastes terrains dans la ville dense et industrielle du XIX^e siècle.

La manière d'exploiter la documentation va évidemment varier selon les moyens et le temps imparti à l'étude. Les travaux du chanoine Platelle et d'A. Lottin constituent la base de départ pour toute enquête sur le sujet. Le géoréférencement, depuis une dizaine d'années, des feuilles cadastrales, des cartons de sol du plan-relief², des emprises de ressources planimétriques d'Ancien Régime permet un gain de temps, une fois relié à un SIG alimenté par les tracés des enceintes, la localisation des établissements religieux, l'emprise des paroisses... Néanmoins, le dépouillement des fonds d'archives et la transcription partielle de sources choisies, dont les *Mémoriaux* et la comptabilité, constitue à nos yeux un travail indispensable pour éclairer les vestiges mis au jour lors des diagnostics ou des fouilles et proposer une première prosopographie des religieux, à même de renseigner les liens interpersonnels entre les membres d'une communauté donnée, les édiles et le patriciat urbain.

Mots-clés : archéologie urbaine, archives, cartographie, Contre-Réforme, couvents, établissements religieux, hospices et établissements charitables, *Mémoriaux*, SIG, traitement de la documentation

1 - Il ne sera pas fait question ici de sources complémentaires conservées dans les dépôts belges.

2 - La ville de Lille a conservé son plan-relief de 1745, mais les aléas de sa conservation font que nombre des établissements religieux ont fréquemment disparu de la maquette. La restauration récente des plans-reliefs du PBA a entraîné une couverture photographique exhaustive, à laquelle nous pouvons avoir accès.

Étude documentaire et résultats des fouilles archéologiques de Meulan (78), Les Annonciades, Rue de la Pierre à Poissons

Mélanie Macouin (Eveha) et Érica Gaugé (SRA - DRAC Grand Est)

La fouille archéologique préventive menée en 2013-2014 à Meulan par Erica Gaugé, sur le site des Annonciades, se trouve sur les hauteurs de l'Hautil, à proximité de l'ancien château des comtes de Meulan (XI^e-XIV^e s.). Elle a été complétée par une nouvelle fouille préventive en 2017 (C. Pesenti) sur une parcelle voisine à l'ouest. Ces deux opérations ont révélé plusieurs phases d'occupation entre le XI^e siècle et la période contemporaine.

Quelques vestiges sporadiques d'habitats des XII^e-XIII^e s., contemporains du château comtal, ont été mis au jour. Aux XIII^e-XIV^e s., l'espace est occupé par une vaste carrière d'extraction du calcaire mais aussi par des activités artisanales (four de potier) et domestiques. Aux XV^e et XVI^e s., le secteur paraît plus densément urbanisé, comme en témoignent à la fois quelques restes de constructions (murs, caves, glacière...) et les sources textuelles, et est englobé dans la nouvelle enceinte urbaine construite après 1589. L'ensemble est ensuite largement perturbé par l'implantation du couvent des Annonciades (XVII^e-XVIII^e s.).

L'étude documentaire et archivistique menée pour ce site s'est principalement appuyée sur l'analyse des plans anciens (XVIII^e-XIX^e s.), notamment un plan terrier établi pour le prince de Conti en 1770, et sur le dépouillement du fonds des Annonciades de Meulan conservé aux Archives départementales des Yvelines (Arch. dep. 78, 60H 1 à 6). Elle a permis de mieux cerner la topographie du lieu au début du XVII^e s., les textes témoignant de la présence d'un quartier d'habitation distribuée par plusieurs rues, bordant les vestiges du château, et implantée certainement au cours des XV^e et/ou XVI^e s. Ceci a permis de nuancer la vision traditionnelle d'un secteur qui aurait été totalement abandonné suite à la destruction du château de Meulan vers 1364.

L'analyse des archives des Annonciades a aussi permis d'établir précisément la chronologie de l'implantation du couvent à partir de 1639 et les phases successives de leurs campagnes d'acquisitions des terrains, de constructions, de démolitions et d'extensions du couvent jusqu'à la fin du XVII^e s.

L'étude documentaire et archivistique a donc enrichi les données archéologiques en venant, d'une part, renseigner ce qui n'était presque plus observable en fouille (urbanisation du versant de l'Hautil entre le XV^e et le début du XVII^e s. ; chronologie des constructions du couvent rendue souvent illisible par la récupération des matériaux au XIX^e-XX^e s.) et, d'autre part, aider à l'interprétation des vestiges mis au jour – notamment la fonction des bâtiments conventuels, la confrontation entre données écrites et archéologiques révélant aussi certaines adaptations lors des travaux.

Mots-clés : Moyen Âge, Époque moderne, Époque contemporaine, couvent, église, cloître, cave, carrière, enceinte urbaine, enclos, bâtiment, sépulture, Archives nationales, Archives départementales, Clergé régulier, Annonciades, plan terrier, devis

Les travaux d'endiguements de l'Isère et les salines royales à Conflans (Albertville) : approche archéologique et historique d'un site d'après la Mapped sarde

Michel Goy (Inrap)

Le diagnostic archéologique réalisé en octobre 2020 à Albertville (Savoie), chemin de la Pachauidière a mis en évidence dans la plaine alluviale de l'Isère, des chenaux avec des séquences de crues et de décrues, ainsi que des paléochenaux antérieurs à la première phase d'endiguement de l'Isère, qui étaient visibles sur la Mapped Sarde. Avant l'achèvement des digues, les crues de l'Isère ont inondé la zone et comblé le réseau fluvial en voie de fossilisation. Les vestiges trouvés correspondent à un fossé parcellaire daté du XVIII^e, comblé au XX^e siècle ; une canalisation en céramique servant à acheminer les eaux salées de la saline de Moutiers vers celle de Conflans située à la confluence de l'Arly à Albertville et deux structures à galets utilisés dans le cadre de drainage et du colmatage du lit de l'Isère, datées du XVIII^e siècle. Était visible sur un plan de la Mapped Sarde, la boucle d'un méandre, qui n'a pas été retrouvée, ce qui laisse entendre soit que la carte est erronée, ou que le chenal/méandre a été déplacé par une autre crue. La crue du 10 au 12 juin 1764¹, rapportée en 1772 (Gex 1921 : 22) indique que l'Isère, « a rompu et quitté son lit depuis l'extrémité de la digue de Tours...s'est jetée au travers des terres et poursuit son cours près de la digue au-dessus des salines ». Les deux structures en galets découvertes en sondages appartiennent probablement aux premiers ouvrages de défenses contre les crues de l'Isère mis en place dans le courant du XVIII^e siècle. Quant à la canalisation en terre cuite trouvée, elle correspond à un « canal d'eau salée », en terre cuite ou « *bourneaux² de briques coulés dans une gaine de mortier, couchés et recouvert de terres dans le fond d'un fossé* » comme signalé dans une source d'archives en 1752-1753³. Cette conduite qui partait de Moutiers à 27 km, aboutissait aux salines royales de Conflans construite vers 1751.

Mots-clés : saline royale de Conflans, Mapped Sarde, cartographie

1 - ADS, Intendance de Tarentaise, C846, Secrétariat, 1771-1773 dont ordre du 20 janvier 1771 portant commission pour faire réparer le chemin royal de Conflans, lieu-dit à la Maladière par les habitants de Tours.

2 - ADS, Intendance de Tarentaise, C1145, Contrats administratifs passés à l'Intendance concernant les salines de Conflans, 1751-1753 portant sur la « fourniture de 1250 bourneaux pour la conduite de l'eau salée ».

3 - ADS, Intendance de Tarentaise, C1204, Comptabilité, Transcriptions de mandats ordonnancés sur la caisse officielle des fonds destinés à la construction des salines de Conflans, datée du 25 octobre 1752 à avril 1753 sur « les fournitures de tuyaux de conduite en bois et en terre pour amener l'eau salée de Moutiers à Conflans », daté des 25 et 26 octobre 1778.

Construire et agrandir le port : l'étude documentaire comme clef de compréhension des structures littorales. L'exemple du port de La Turballe (Loire-Atlantique)

Alex Sabastia (Inrap), Karine Berthier (Inrap, Association des Sources de Fontenay), Anne Hoyau-Berry (Inrap)

Interface entre le large et la terre, le port est un espace de stockage et de transition en constante évolution.

Ces modifications entrent dans le champ de l'archéologie préventive et l'archéologie portuaire est une discipline à part entière. Les prescriptions de diagnostic intègrent les spécificités de ces espaces changeants et comprennent le plus souvent une phase d'étude documentaire. Cette dernière est consacrée à l'analyse des données historiques, archéologiques, mais aussi cartographiques et techniques. La part des données géophysiques est également très importante, lorsqu'elles sont disponibles, elles deviennent incontournables dans ce type d'études.

En amont des opérations, l'étude documentaire oriente la prospection sous-marine, donne des indications sur des structures anciennes aujourd'hui disparues (pontons, quais, digues...), et permet d'anticiper une partie des spécificités de chaque contexte d'intervention. Elle permet également, en cours d'opération ou en post-opération, de faciliter l'interprétation des vestiges rencontrés et constitue en cela un élément majeur dans la compréhension de certains contextes archéologiques.

Cette proposition de poster a pour objectif d'illustrer le dialogue entre les différentes sources, jusqu'à la confrontation avec l'interprétation archéologique, à travers l'exemple du diagnostic du port de La Turballe où l'étude documentaire, en combinant les sources historiques, archéologiques et techniques, s'est avérée décisive pour la détection et l'interprétation de structures littorales, même après leur examen sur le terrain.

Mots-clés : archéologie portuaire, littoral, cartographie, géophysique

- 3 -

**Complémentarité des sources
à travers des cas d'étude**

Archiver et exploiter les archives et sources documentaires lors d'un diagnostic : exemple du château de la Croix, à Saint-Alban-Laysse (Savoie)

Sylvie Bocquet (Inrap), Guillaume Martin (Inrap)

La recherche documentaire et en archives menée dans le cadre par nature contraint d'un diagnostic sur le domaine et château de La Croix, situé dans la cluse de Chambéry, illustre la nécessité et l'intérêt de confronter données de terrain et documents d'archives, ici particulièrement complémentaires.

L'intervention a été motivée par un vaste projet immobilier. L'emprise de construction est située à l'intérieur d'un périmètre marqué par la présence d'un édifice d'origine médiévale, aujourd'hui en ruine, posé sur une plateforme scindée par un réseau de tours et de courtines.

En sus des données de terrain portant sur le contexte sédimentaire et les éléments bâtis encore en élévation, le court temps imparti à l'étude en archives a visé à l'exploration des fonds, dispersés et inédits, et des ressources disponibles auprès d'interlocuteurs variés, tels que des érudits locaux ayant connu le château avant sa démolition en 1979, les services communaux Communication/Archives, les Archives Départementales de la Savoie (Chambéry) et le Service Central des Archives du Centre Hospitalier Spécialisé de la Savoie (Bassens), dernier propriétaire du domaine.

Si l'examen des plans anciens, des photographies disponibles ainsi que des vues aériennes accessibles (via le site « Remonter le temps ») reste particulièrement adapté aux contraintes d'une opération de diagnostic, l'exploitation des sources textuelles médiévales se heurte à des contraintes de temps voire des écueils de compétence.

Cette recherche menée conjointement à la phase de terrain a néanmoins permis d'alimenter la stratégie d'implantation des sondages et offert des pistes de lecture et d'interprétation in situ.

Le dossier d'archives constitué durant la phase d'étude propose, en plus de la transcription inédite de sources textuelles modernes, un inventaire de la documentation à dépouiller. Des dossiers de photographies numériques sont également produits pour certaines cotes d'archives inaccessibles en ligne. Ce travail préparatoire et d'analyse éclaire le potentiel du site tout en visant à une sensibilisation et à une meilleure prise en compte dans les prescriptions scientifiques de ce qui constitue une étape de la recherche archéologique, parfois en arrière-plan, à savoir les études en archives des territoires et bâtiments historiques.

La prise en compte d'une telle masse de données lors d'une opération de diagnostic interroge sur les limites de l'exercice et fait écho aux problématiques

soulevées lors du dernier séminaire scientifique et technique de l'Inrap qui portait sur le bâti.

Mots-clés : Saint-Alban-Leysse, Moyen Âge, Époque moderne, Époque contemporaine, diagnostic sédimentaire et sur le bâti, maison-forte, château, centre hospitalier, dossiers notariaux, plans

Études documentaires, recherches en archives et opérations d'archéologie préventive au service archéologique d'Aix-en-Provence : la construction d'une pratique

Sandrine Claude (Direction Archéologie et Muséum de la ville d'Aix-en-Provence)

La présence de chercheurs historiens actifs sur Aix et sans doute aussi la proximité des fonds d'archives patrimoniaux (archives municipales et départementales, bibliothèque Méjanes) ont été un atout pour les chantiers de fouilles préventives aixois qui, très tôt, ont bénéficié de l'apport de recherches documentaires et d'archives. Ainsi longtemps restées opportunistes, ces missions d'études ne sont véritablement intégrées aux recherches conduites dans un cadre préventif que depuis 1994 (Établissement thermal), et resteront souvent réservées aux seules grandes fouilles urbaines capables de les financer, avant de se systématiser à partir de 2007, avec le recrutement d'une archéologue médiéviste paléographe et la multiplication des chantiers d'archéologie du bâti.

À travers quelques exemples qui illustrent la disparité des situations, cette communication se propose de faire un état des lieux sur la pratique des études documentaires et des études d'archives réalisées dans le cadre des opérations d'archéologie préventive conduites par le service archéologique d'Aix-en-Provence. Il sera moins question ici de résultats scientifiques, que des cadres (diagnostic, fouille préventive) dans lesquels s'opèrent ces recherches, de l'incidence des prescriptions (ou de l'absence de prescription), des approches méthodologiques qui en découlent, et pour finir des outils de travail et d'échange mis en place afin de rationaliser les études et de faciliter l'accès et le partage de la documentation (inventaires, indexation de sources, cartographie toponymique ...).

Mots-clés : prescriptions, inventaires, archéologie du bâti, étude patrimoniale

Les vestiges médiévaux de la maison de Châtillon dans l'îlot de la Vieille Porte à Belley (Ain) : dialogue entre sources archéologiques et sources d'archives

Michel Goy (Inrap) et Cédric Mottier (Université Savoie Mont Blanc)

La fouille de l'îlot Vieille Porte à Belley (Ain) en 2017 et 2018 a permis d'étudier les vestiges médiévaux et moderne de la maison de Châtillon et de ses abords et de contribuer à l'histoire de la cité épiscopale de Belley entre 1289 et 1624. L'attribution de cette maison urbaine se fonde sur des sources jusqu'alors inusitées. Ce bâtiment situé aux abords de la porte de l'Arc et de l'enceinte médiévale, a entièrement disparu après l'installation des Visitandines en 1622, dans ce qu'il restait de la maison ruinée de Châtillon. L'ampleur des travaux réalisée par les Visitandines reste inconnue à leur arrivée, puisqu'il n'existe aucun compte de construction d'une part et d'autre part parce que la maison a été détruite par un incendie en 1651, puis intégrée selon le nouveau plan conventuel. Une partie de ces comptes de construction a pu être retrouvée dans un registre de recettes et de quittances qui s'étale entre 1665 et 1674. L'examen des documents d'archives et de l'iconographie portant sur la « grande maison » à travers des sources inusitées apporte leur contribution à l'histoire de la ville et à la mainmise des comtes de Savoie sur la cité épiscopale à la fin du XIII^e siècle, puis à la cession et l'inféodation de la grande maison en 1357, à Guillaume de Châtillon à charge pour lui de la fortifier. L'examen de ces documents et l'analyse archéologique des vestiges subsistants a permis d'accroître nos connaissances sur ces demeures médiévales urbaines. L'apport de ces sources d'archives apportent leur contribution à l'histoire urbaine de la cité dans laquelle la maison de Châtillon s'insère. La contribution de l'historien moderniste à l'étude archéologique s'est faite par une prise en contact entre des chercheurs locaux (Abis) et l'archéologue responsable du chantier de fouille, à l'occasion d'une visite de chantier. L'archéologue dans le cadre des moyens dévolus à la phase d'étude n'a pu accéder qu'au fonds concernant les religieuses visitandines conservées aux archives départementales de l'Ain, alors que l'historien a pu élargir le champ de l'étude archéologique et historique de la grande maison médiévale des Bovards à la tour de Châtillon avant sa vente en 1622 aux visitandines.

La communication fera le bilan du travail réalisé et livrera ses conclusions.

Mots-clés : fonds des archives départementales de l'Ain, fonds de la maison de Savoie aux archives départementales de la Côte d'Or, fonds des archives de Turin et de la bibliothèque municipale de Dijon, ville médiévale de Belley, archéologie du bâti

La tour du Connétable à Nantes : étude documentaire et archivistique dans le cadre de la fouille du Square Fleuriot de Langle

Camille Dreillard (Pôle de recherche archéologique de Nantes Métropole)

En 2017 et 2018, la réalisation d'un diagnostic puis d'une fouille archéologique à l'emplacement du Square Fleuriot de Langle à Nantes ont permis de mettre au jour des vestiges de l'enceinte urbaine médiévale, notamment une section de courtine et l'amorce d'une tour – dite du Connétable – protégeant l'angle sud-ouest de la ville. Une étude documentaire et archivistique a été prescrite dans le cadre de l'opération de fouille, afin de replacer les vestiges mis au jour dans leur contexte historique et architectural.

Cette étude « mixte » portant à la fois sur le dépouillement de sources textuelles inédites et publiées, que sur l'analyse de documents planimétriques et iconographiques, avait trois objectifs principaux :

- faire le point sur les différents toponymes employés pour désigner la tour depuis sa construction jusqu'à son dérasement, en raison des nombreuses confusions faites par les auteurs locaux dans l'appellation des tours de l'enceinte.
- retracer l'histoire architecturale de la tour à travers l'étude d'une série inédite, les « comptes de miseurs », des registres de comptes tenus par les hommes en charge de la construction et de l'entretien des fortifications, dans lesquels sont consignés de façon hebdomadaire les différentes dépenses et travaux effectués dans la cité. L'étude de ces registres - conservés de manière presque continue entre 1436 et 1674 - a été facilitée par une campagne de numérisation engagée par le service des Archives de Nantes Métropole.
- analyser de façon détaillée les différents documents textuels, iconographiques et planimétriques existant afin de restituer au mieux l'architecture de la tour et comprendre de quelle manière elle avait été impactée par les aménagements postérieurs (construction d'une école de chirurgie, d'une halle au blé puis d'un hôtel des Postes).

L'étude documentaire a apporté de nombreux éléments inédits, que n'aurait pas permis une simple analyse archéologique des vestiges, en raison de leur profondeur et leur état de conservation. L'étude a ainsi révélé que la tour mise au jour était initialement dénommée « tour de Barbecanne », qu'il s'agissait d'une tour d'artillerie construite entre avril 1466 et août 1468, édiflée pour doubler et « rechemiser » une tour antérieure, conservée en élévation. L'ouvrage, élevé en blocs de granite et micaschiste locaux sur un pilotis de fondation d'aulne, comportait également un grand bas-relief armorié sculpté dans du tuffeau importé du Loir-et-Cher, plusieurs niveaux de canonnières ainsi qu'une poterne menant à un pont permettant de traverser la douve à l'ouest de la ville.

Mots-clés : Nantes, fouille préventive, étude documentaire, étude archivistique, fortifications, enceinte urbaine, tour, courtine, textes, comptabilité médiévale, procès-verbaux de visites, plans anciens, iconographies, bibliographie

L'évolution du bourg d'Esnandes (Charente-Maritime) face au colmatage du Marais poitevin : l'apport des cartes anciennes et des archives

Catherine Vacher (Inrap), avec la collaboration de Jean-Claude Bonnin (Historien de l'Aunis)

Esnandes est localisée à l'extrémité sud-ouest de la baie de l'Aiguillon, vestige de l'ancien golfe des Pictons, aujourd'hui colmaté et qui forme le Marais poitevin. La commune a fait l'objet d'une fouille en 2018 et d'un diagnostic en 2019, le tout associé à une étude documentaire fournie. Les résultats croisés de ces deux approches permettent de comprendre l'évolution du bourg de la période gauloise à nos jours, l'occupation primitive étant localisée en retrait de trait de côte actuel, le long du marais qui se développe vers l'est. Esnandes est connue à travers les archives à partir du X^e siècle, et c'est, avant le développement de la ville de La Rochelle, un des deux seuls ports de l'Aunis avec Châtelaillon. Contrairement à la majeure partie de la Charente-Maritime, la commune dispose d'un fonds d'archives conséquent, et, entre autres, une série importante d'actes notariés qui concernent la fin du XV^e et le XVI^e siècles. L'analyse croisée de ces documents avec les résultats des deux interventions archéologiques, permettent de comprendre le développement bipartite du lieu avec le bourg du seigneur et celui du prier, mais aussi d'identifier le glissement progressif de l'habitat d'est en ouest, en raison, entre autres, du colmatage du marais. L'analyse régressive des actes notariés, des plans anciens et autres documents d'archives permettent d'une part, de suivre l'évolution de l'environnement naturel du site et, d'autre part, de percevoir le déplacement progressif des structures portuaires. Enfin, elle apporte des données quant à la réutilisation et le statut des zones envasées.

Au plus près du site fouillé en 2018, les informations issues des archives, croisées avec celles de la fouille, permettent aussi de comprendre l'évolution du cimetière d'Esnandes, son extension au Moyen Âge, l'aliénation, au XIII^e siècle, d'un secteur de la nécropole au profit d'une vaste construction dont la fonction n'est pas identifiée, son évolution à la période moderne et, enfin, l'abandon de la partie la plus éloignée de l'église à la fin du XVIII^e siècle.

L'étude réalisée dans les archives anciennes, et notamment notariales, a permis d'enrichir de façon très importante les résultats de la fouille. Les informations engrangées, qui débordent très largement de l'assiette de la fouille stricto sensu bien entendu, permettent aujourd'hui de nourrir la réflexion collective en cours sur les marais qui bordent la quasi-totalité des côtes charentaises, de la Sèvre niortaise à l'estuaire de la Gironde. Il s'agit d'apporter des éléments de datation à la poldérisation du milieu et de mettre en évidence les activités économiques connexes. Enfin, l'outil cartographique permet de mettre facilement à la disposition des chercheurs et/ou des services prescripteurs les informations collectées.

Mots-clés : archives notariales, SIG, poldérisation, adaptation à l'évolution du milieu, déplacement de l'habitat, ports

Du parchemin à la truelle. Des études d'archives et documentaires aux opérations d'archéologie préventive dans les couvents mendiants d'Auvergne

Claire Bourguignon (Université Clermont Auvergne)

Les investigations menées dans le cadre d'un doctorat portant sur l'implantation et l'architecture des couvents des ordres mendiants (Dominicains, Franciscains et Clarisses, Carmes, Augustins) dans les anciens diocèses de Clermont, Le Puy et Saint-Flour (XIII^e-XVI^e siècles) ont donné lieu à la constitution de vingt-sept monographies d'architecture normalisées fondées sur une approche croisée des sources écrites, planimétriques, iconographiques et des données archéologiques (cartographie de la topographie archéologique du secteur d'implantation des couvents, analyse des vestiges découverts, première approche du bâti en élévation, récolement des fragments lapidaires dispersés...) et sur un réexamen de la bibliographie existante. Ces monographies ont été accompagnées d'un dossier d'illustrations composé d'une sélection de plans d'époques moderne et contemporaine, de plans, coupes et relevés d'édifices, de documents iconographiques et de clichés parfois inédits, récolée et réalisée par l'auteure. Ce travail a révélé la diversité des usages de ces anciens couvents et de leurs protections patrimoniales (treize édifices inscrits et classés partiellement ou totalement) et par conséquent, la relative fréquence des campagnes de restauration dépourvues d'un suivi archéologique (Franciscains de Montferrand, Clermont et Riom, Carmes du Puy...).

L'objectif est de montrer en quoi ces recherches, conduites dans le cadre universitaire, peuvent constituer un outil d'analyse et de réflexion en vue de la prescription d'opérations archéologiques préventives et de l'exploitation des vestiges découverts. Le propos est articulé autour de deux axes. Le premier point vise à présenter le protocole de l'enquête, centré sur les thématiques abordées (site et situation du complexe conventuel, processus de fondation, configuration architecturale et décor des enclos, pratiques liturgiques des communautés, insertion du couvent dans l'espace urbain) et sur les attentes et la finalité des études d'archives et documentaires réalisées. Le second point met en évidence l'intérêt méthodologique de l'enquête pour l'archéologie préventive (approche pluridisciplinaire, création d'un contenu sourcé et référencé, dressant un premier bilan illustré des connaissances, permettant un gain de temps dans le cas d'une étude archéologique et historique ultérieure) en s'appuyant sur des exemples concrets de collaborations avec les institutions patrimoniales et muséales, à l'instar du travail mené autour du diagnostic réalisé au Centre de détention de Riom par l'Inrap au printemps 2021. Il s'agira enfin de réfléchir à la diffusion problématisée de cet outil auprès de la communauté scientifique, en insistant sur la nécessaire complémentarité

des approches archéologiques, artistiques et historiques et la conscience des problèmes afférents soulevés, dans l'optique d'une compréhension globale des complexes religieux considérés dans le temps long.

Mots-clés : diocèses de Clermont, Le Puy et Saint-Flour, Auvergne, Moyen Âge (XIII^e-XVI^e siècles), monographies d'architecture, prescription, exploitation des données archéologiques

- 4 -

**Exploitation des fonds d'archives :
quelles attentes et quels résultats
possibles ?**

Les archives « ordinaires » au service de l'archéologie du bâti : l'exemple de quelques châteaux comtois à l'Époque moderne

Marie-Aude Schittly (Université de Strasbourg), avec la collaboration de Maëlle Chevalier (Arkedoc)

Territoire à forte densité castrale, la Franche-Comté bénéficie d'un important programme de valorisation scientifique de ses châteaux depuis les années 1980. La mise en place d'enquêtes systématiques et la création d'un PCR sur le sujet a abouti à la production de nombreuses études du bâti et sédimentaires qui se poursuivent, pour certaines, encore actuellement. Les archives étaient alors déjà au centre des préoccupations mais ces dépouillements initiaux se sont en premier lieu concentrés sur les origines des édifices, la compréhension de l'évolution seigneuriale ou les familles aristocratiques. Aujourd'hui, la reprise de plusieurs études s'attache à apporter un éclairage nouveau sur la matérialité des édifices en se focalisant sur les « écritures ordinaires » (Paul Bertrand), ou archives de gestion. Récemment, deux édifices ont bénéficié de cette démarche : le château de Granges-le-Bourg (Haute-Saône - 70) et celui de Scey (Chassagne-Saint-Denis – Doubs - 25).

L'étude du site de Granges est totalement inédite et présente un corpus documentaire d'une richesse inégalée : plus de 300 de comptabilité presque ininterrompue, des pièces iconographiques, des inventaires, etc. L'analyse s'est concentrée sur les 137 documents comptables recouvrant la période du XV^e au XVII^e siècles. Alors que l'édifice castral est peu conservé et l'analyse archéologique à peine amorcée, cette série documentaire apporte plus de 500 mentions sur des éléments constitutifs et constructifs du château. Cet exemple de Granges a pu être mis en résonance avec d'autres édifices comtois, comme celui de Montbéliard (25) qui est sous la même influence politique, Scey (25) pour lequel une reprise de toutes les données archéologiques et historiques est en cours, Chevreaux (39) pour lequel la reprise archivistique a été d'autant plus encouragée suite à des incohérences perçues pendant les phases de terrain, ou encore Gray (70) sur lequel un projet de réaménagement de charpente à l'ancienne est envisagé.

Les résultats obtenus sur ces six sites qui couvrent tous les départements francs-comtois encouragent la poursuite et la systématisation d'une reprise archivistique pour une meilleure compréhension du bâti. Ils démontrent également l'intérêt d'une approche interdisciplinaire dans la connaissance d'un édifice médiéval ainsi que la complémentarité des archives et des études bâties et sédimentaires pouvant, à terme, encourager à repenser la logique d'élaboration des projets scientifiques en milieu préventif.

Mots-clés : Franche-Comté, Époque moderne, château, comptabilité, interdisciplinarité

Note : Archéologie programmée pour Granges, Chevreaux et Scey (NEA, Amis de Chevreaux Chatel, Communauté de commune du Pays d'Ornans) ; Eveha pour Montbéliard et Gray.

Le diagnostic du futur musée Le Panoptique – musée Rolin d'Autun : l'apport des archives dans la localisation des sondages et l'interprétation des vestiges

Clarisse Couderc (Ville d'Autun)

Le diagnostic du futur musée Le Panoptique – musée Rolin d'Autun, s'est déroulé en trois phases : la première, répartie en 11 tranches correspondant à des secteurs différents, s'est déroulée de septembre 2020 à janvier 2021. La deuxième phase a eu lieu courant mai 2021 et la troisième de juillet à septembre 2021.

En amont de la première phase de diagnostic, plusieurs journées ont été dévolues au récolement des archives et de la bibliographie disponible sur ce secteur de la ville. Deux journées ont été réalisées aux archives départementales de Saône-et-Loire et une autre aux archives départementales de Côte-d'Or. Deux semaines ont été consacrées au récolement des archives en ligne et à l'analyse des données accumulées.

La découverte d'un ensemble plutôt conséquent de données sur les vestiges attendues a permis de préciser la localisation des sondages. Par exemple, la bibliographie indiquait d'ores et déjà que la place Saint-Louis était située à l'emplacement de l'ancienne église Notre-Dame-du-Châtel. La découverte d'un plan de cette église aux archives départementales de Côte-d'Or a permis d'implanter précisément les sondages en visant directement le chevet notamment le caveau présumé de Nicolas Rolin et le cimetière de l'église.

Durant la troisième phase de diagnostic qui portait sur le bâti de la prison panoptique d'Autun, une semaine a été consacrée à l'analyse des archives. Cet édifice carcéral construit en 1856 dispose d'un fond important d'archives. Le diagnostic d'archéologie du bâti a révélé un ensemble cohérent du XIX^e siècle avec des reprises ponctuelles sur les maçonneries. Grâce au couplage des données archéologiques et archivistiques, nous avons pu proposer deux grandes phases d'aménagement correspondant à des changements de vocation des cellules (changement de mobilier, de peinture). Ces phases n'auraient pas pu être décelées/précisées juste à travers l'étude de bâti. Aussi, ce diagnostic a compris un enregistrement important de tous les graffitis de prisonniers visibles sur les portes et murs de la prison. Ces derniers ont permis de dater approximativement certaines couches d'enduit peint et ont pu, pour certains, être rapproché des registres d'écrous qui précisent pourquoi ces personnes ont été incarcérées.

Mots-clés : Antiquité tardive, Moyen Âge, Époque moderne, Époque contemporaine, diagnostic, implantation des sondages, archives départementales, prison panoptique

Remonter aux origines d'une maison d'actes en actes : le cas de la maison dite de Jeanne d'Arc 7 rue des Dames à Aubigny-sur-Nère

Pascal Poulle (Inrap)

Dans le cadre d'un diagnostic archéologique prescrit à l'occasion de la restauration d'une maison à pan de bois à Aubigny-sur-Nère, réalisé en plusieurs phases entre décembre 2015 et novembre 2016 sous la direction de Carole Lallet, une étude documentaire a été réalisée.

Le plan parcellaire cadastral de la commune et l'état des sections de 1837 (Série 3P des archives départementales du Cher) ont permis d'identifier le propriétaire de la maison, un couvreur nommé Itier Trumeau qui s'éteint en 1862. Le changement de propriétaire est enregistré dans la matrice parcellaire en 1864. A partir de là il a été possible de retrouver dans le fond de l'étude de Maître Lourbet à Aubigny le partage successoral du 14 août 1862 qui fixe le sort de la maison de la rue des Dames. Puis d'actes en actes de remonter à 1824, 1817, puis 1797, jusqu'à 1781. (Série E des archives départementales). Arrivé à ce stade, c'est en consultant l'acte d'acquisition de la maison voisine par le chapitre de la Trinité d'Aubigny en 1718 (Série H des AD Cher) avec son règlement pour l'écoulement des eaux que l'on a pu remonter à un acte notarié de 1660. A cette époque les deux maisons n'en formaient qu'une partagée en deux lots par tirage au sort à l'occasion d'une succession.

Chacun de ces actes apporte des informations sur l'organisation, la distribution et l'état de la maison, parfois sur les matériaux de construction, qu'il est possible de confronter aux données du diagnostic. Ils sont aussi un moyen d'appréhender ses propriétaires et ses occupants successifs ainsi que certaines pratiques successorales.

Mots-clés : ville, maison, archéologie du bâti

L'abbaye et le bourg Saint-Sulpice-lès-Bourges

Solveig Bourocher (Service de la recherche et du patrimoine des archives départementales du Cher) - Pascal Poulle (Inrap), Mélanie Fondrillon (Service d'archéologie préventive de Bourges Plus) et Xavier Rolland (Service d'archéologie préventive de Bourges Plus)

En 2004, Alexis Luberne (Inrap) dirigea le seul diagnostic pratiqué dans l'enclos de la puissante abbaye Saint-Sulpice, qui s'élevait hors des murs de Bourges (France, région Centre-Val de Loire, département du Cher), à la confluence de tous les cours d'eau berruyers, et dont la fondation remonterait au VII^e siècle. Le diagnostic fut accompagné d'une étude documentaire, menée par Pascal Poulle (Inrap), qui révéla l'importance des fonds de l'abbaye conservés aux archives départementales du Cher encore inexploités. Les résultats permirent de proposer l'hypothèse d'un déplacement des bâtiments de l'abbaye après la période carolingienne à mettre en relation avec la nature mouvante et marécageuse du site.

Entre 2009 et 2010, Mélanie Fondrillon (service archéologique de BourgesPlus) entreprit la fouille préventive de la ZAC Avaricum, dans l'enceinte de la ville de Bourges, et mit au jour un moulin du XII^e siècle construit sur l'Yèvrette, rivière artificielle, qui poursuivait son cours au-delà des murs, jusque dans le bourg et l'abbaye Saint-Sulpice, avant qu'elle soit écourtée et reliée au fossé de la ville dans la seconde moitié du XVI^e siècle.

Elle confia en 2019 à Solveig Bourocher (Archives départementale et du patrimoine du Cher) une évaluation documentaire sur les fonds de l'abbaye et ses aménagements hydrauliques qui déboucha sur la création d'un groupe de travail sur les rivières au sein du bourg et de la justice de Saint-Sulpice-lès-Bourges entre la fin du XII^e et le début du XVI^e siècle. L'objectif était de proposer une cartographie évolutive du bourg durant un large Bas Moyen Âge grâce au dépouillement des sources les plus anciennes (principalement des XV^e et XVI^e siècles), à l'étude des sources iconographiques et à l'entrée des informations topographiques dans une base de données relationnelles et géoréférencées : La Berruyère.

Outre les vues, les plans et le cadastre napoléonien, ont été retenus un bornage de la justice de 1555, des visites des rivières de 1545 et 1548, des déclarations du temporel de l'abbaye de 1454 et 1547, les acenses des rivières et des moulins entre 1215 et 1571 et les terriers du bourg de Saint-Sulpice de 1528 et 1541-1543. La communication présentera les conclusions du groupe sur les tracés des rivières et des noues, sur la localisation et les déplacements des moulins et des ponts et sur l'évolution du parcellaire du bourg.

Mots-clés : Bourges, abbaye Saint-Sulpice, confluence, rivière, bourg, moulin, archives

Sources historiques et naufrages : l'exemple du Warren-Hastings (Saint-Philippe, La Réunion)

Karine Berthier (Inrap, Association des Sources de Fontenay)

La recherche en archives concernant le navire britannique, le Warren-Hastings, échoué sur les côtes de Saint-Philippe à La Réunion, le 14 janvier 1897, a été réalisée à partir de plusieurs sources historiques conservées dans différents dépôts.

Tout d'abord, aux ANOM puis aux Archives départementales de La Réunion où plusieurs séries ont été consultées. Les fonds de l'administration de l'île (10k, 15k et 16k) ont apporté de nombreuses informations pour le XIX^e siècle, tout comme celui de la société de batelage (238S). Les archives communales de Saint-Philippe (20 230 à 242) se sont révélées assez pauvres. Pour l'étude des naufrages survenus à proximité de cette commune, et notamment celui en 1897 du Warren-Hastings, les fonds du Service de l'inscription maritime (4S) et celui des naufrages (34S), ont fourni de nombreuses données à la fois sur le naufrage mais aussi sur l'organisation du sauvetage des hommes et des marchandises. À ces données, il faut ajouter celles issues des actes notariés (3E), du Bulletin officiel de l'île de La Réunion et de la presse locale (journal républicain Le Ralliement). Les fonds anglais, notamment ceux du Royal Green Jackets Museum et ceux des Archives du Hampshire, à Winchester, ont également été consultés.

L'apport des sources écrites a ainsi permis de connaître les marchandises transportées, la configuration du bateau, le nombre de passagers mais surtout l'organisation du sauvetage dès le 15 janvier 1897, les dégâts subis par le navire. Cette étude, effectuée en amont de l'intervention archéologique, a apporté de nombreux renseignements sur l'état de conservation du bateau et sur les objets transportés.

Mots-clés : XIX^e siècle, Warren-Hastings, archéologie subaquatique, naufrage

Deux documents incontournables pour la connaissance d'un bâti d'Époque moderne : les prix-faits et les rapports de future cautèle étudiés à l'occasion des fouilles du centre ancien de Marseille

Colette Castrucci (retraîtée Inrap)

La recherche des sources en archives fait partie des disciplines interrogées par l'archéologie depuis au moins le milieu du XIX^e siècle. Adoptant une véritable démarche scientifique, l'archéologie devient dès cette époque, soucieuse de comprendre un contexte, au-delà des stricts vestiges découverts, en recherchant des éléments de compréhension venus d'ailleurs que du terrain.

Les sources écrites et iconographiques qu'elle sollicite permettent en effet de restituer un état des lieux susceptible de donner une image, une représentation du site dans son état initial, même si elle n'est souvent que partielle.

Appuyée sur une expérience d'une vingtaine d'années passées à l'Inrap, comme chargée de recherches documentaires, l'intervention proposée ici entend montrer en quoi les recherches en archive sont un allié incontournable pour les archéologues ; en quoi elles permettent d'établir un dialogue entre histoire et vestiges qui peut conduire à une connaissance élargie du contexte d'installation de ces derniers.

En premier lieu, il sera question de montrer la spécificité et la complexité de ce type de recherches et les difficultés auxquelles elle doit faire face : présenter en quelque sorte la démarche adoptée et adaptée au contexte de la fouille archéologique.

Dans un second temps, seront présentés deux types de documents qui ont permis, lors de trois chantiers archéologiques du centre ancien de Marseille, de restituer une grande partie du bâti marseillais d'Époque moderne. Ce sont les contrats de construction ou prix-faits, et les rapports de future cautèle qui ont livré des éléments conduisant à la restitution de plus d'une centaine de maisons d'un quartier presque entièrement détruit en 1943. Outre la description du bâti qu'ils ont permis, ces archives ont également offert des informations permettant d'approcher au plus près les techniques de construction mais aussi d'aborder l'évolution des manières d'habiter.

Mots-clés : Marseille, Époque moderne, recherche en archives, fouilles archéologiques, méthodologie, bâti, textes notariés

Étude, retour d'expérience et enseignements tirés de l'identification d'un faux moderne : le terrier Falcon de la cure de Billezois de 1365

Fabrice Gauthier (Inrap)

La fouille (sous la responsabilité de S. Gaime) des annexes de la maison-forte de Falconnière (Commune de Billezois, Allier) située en Sologne Bourbonnaise a généré une étude d'archives. Parmi les documents consultés, un terrier de cure contemporain de l'occupation médiévale (seconde ½ XIV^e s.), écrit par un notaire royal portant le même nom et résidant sur le lieu même du site fouillé, a fortement retenu l'attention.

Cependant, des doutes relevant davantage de l'intuition que de faits véritables, ont conduit à l'application du protocole d'étude des faux (Manuel de diplomatique) par l'étude de ses caractères internes et externes. Le document se révèle être un faux utile du XVII^e s. L'analyse a permis de déconstruire presque totalement la falsification, depuis les motivations, l'identité du faussaire ou du commanditaire fortement suspecté, les modèles utilisés, et la réception du faux dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Cette analyse a été rendu possible par une conjonction de facteurs favorables (pièces suffisantes et complémentaires dans le fonds d'archives, existence d'outils de recherche, maladroites du faussaire, collaborations diverses). La facilité de la procédure employée, l'incompétence du faussaire, la modicité des motivations économiques à l'origine de la forgerie, laissent supposer l'existence de nombreuses autres falsifications potentielles assoupis dans les fonds d'archives d'époque moderne.

Mots-clés : Sologne bourbonnaise, XIV^e s., XVII^e s., maison-forte, terrier, falsification, filigranne,

La fabrique d'un territoire : Couloisy dans l'Oise

Louis Hugonnier (Inrap)

Appréhendé archéologiquement dès le XIX^e siècle, le territoire de Couloisy, dans l'Oise, a fait l'objet, en 2010, d'une opération préventive en plein cœur de village, à proximité de l'église romane, sur une surface d'0,8 ha. Les investigations sur le terrain ont exhumé des vestiges plus ou moins bien conservés, matérialisant différentes occupations humaines et couvrant un large spectre chronologique, de la Protohistoire à nos jours.

La découverte des ruines de la ferme de la grant Maison, bien foncier dépendant du temporel de l'abbaye royale de Notre-Dame de Soissons, demeure le point d'orgue de ces investigations, autant par sa découverte, ses composantes intrinsèques, que par l'exploitation et la confrontation des données matérielles aux résultats d'une enquête d'envergure menée sur des fonds d'archives, pour la plupart inédits : l'existence d'un corpus conséquent de sources manuscrites, issues principalement des fonds anciens des abbayes de Notre-Dame de Soissons, de Sainte Croix d'Offémont et de Saint Pierre Châtres (relations d'évènements du IX^e s. au XVIII^e s.), a fourni un matériau fondamental, utile à la compréhension de cette ferme, tant dans sa composition propre que dans son impact dans la formation du territoire de Couloisy, permettant une lecture à plusieurs échelles, du gisement au modèle dynamique.

Mots-clés : Oise, Couloisy, archéologie préventive, archives manuscrites, paléographie, territoires, diachronie, ferme censière

Issoudun, la fouille du grand cimetière et ses sépultures de catastrophe : l'étude des registres paroissiaux

Pascal Poulle (Inrap)

En 2002, la fouille dirigée par Philippe Blanchard avec Isabelle Souquet-Leroy et Dominique Castex sur le site du futur centre de l'image à Issoudun a conduit à la découverte dans ce qui était le grand cimetière de la ville, de fosses à inhumations multiples dites de catastrophes. A deux périodes distinctes, postérieures au grand incendie de la ville en 1651, on a eu recours à de telles pratiques funéraires. La première était représentée par douze fosses, la seconde par deux fosses. Certaines contenaient jusqu'à 23 individus.

Le terrain achevé, d'importants moyens sont débloqués pour des recherches en archives avec deux objectifs : comprendre quand et comment le grand cimetière d'Issoudun a été établi et a évolué, et trouver les épisodes de mortalité susceptibles d'expliquer la présence de ces fosses.

Répondre à cette dernière question impliquait un travail sur les registres paroissiaux de la plus grosse paroisse de la ville, Saint-Cyr qui représentait près de 80 % de la population. Les travaux de Jean Gerbier un historien issoldunois qui avait abordé les épidémies de peste de 1636-1637, la Fronde, une épidémie de variole en 1658 et le début de la crise de 1661 nous ont permis de nous concentrer sur les épisodes de mortalité de la fin du règne de Louis XIV, 1693 et 1709.

L'étude a pris en compte aussi bien les décès que les mariages et les naissances selon une méthode établie en concertation avec les anthropologues ; un dénombrement mensuel pour chaque année en distinguant les hommes des femmes et les adultes des immatures, en vue d'établir des comparaisons entre la population des registres et celle des fosses. Pour mois où les décès étaient particulièrement nombreux, le dénombrement devenait quotidien avec la constitution de listes nominales des défunts. Les résultats obtenus ont permis d'écarter la variole de 1658 et se sont révélés particulièrement significatifs pour les années 1693 et 1709.

Une fois les crises bien établies, le travail s'est poursuivi jusqu'à obtenir une courbe complète de 1685 à 1720 avec quelques sondages pour la période qui précède. Des dénombrements ont été aussi entrepris dans les registres des trois autres paroisses de la ville. Les délibérations municipales et des sources fiscales – les rôles de la capitation de 1701 et 1709 – ont également été exploitées.

Le rapport final d'opération achevé en 2011 posait de nombreuses questions et ouvrait de belles perspectives de recherches en archéologie et anthropologie funéraire comme en archives.

Mots-clés : ville, cimetière, pratiques funéraires, sépultures de catastrophe

Fouiller les archives photographiques : étude de cas à Tours (Indre-et-Loire)

Émilie Trébuchet (Inrap), Nicolas Fouillet (Inrap)

Dans le cadre du projet de recherche RITA (« Recherche en images : Tours archéologique »), trois photographies anciennes ont été redécouvertes et analysées à la lumière des connaissances acquises lors d'opérations d'archéologie préventive récentes. Ces vues d'imposants pieux de fondation remettent en question la perception topographique de la ville antique dans sa partie méridionale.

Au-delà de sa fonction illustrative, l'image photographique est devenue une source visuelle majeure en archéologie et sa lecture au gré des découvertes s'avère riche d'enseignements. Néanmoins le foisonnement documentaire doit être anticipé, avec des recherches à prévoir dans des fonds multiples (archives et bibliothèques institutionnelles, collections privées, etc.). Une approche analytique rigoureuse est aussi à mener sur une information visuelle souvent complexe. Saisir la valeur archéologique d'une photographie nécessite en effet une lecture détaillée du document et un regard critique : qui réalise la vue et quand, que représente-t-elle (sujets, lieux, événements, etc.) et selon quels processus techniques, pourquoi et où est-elle conservée ?

Cette étude illustre comment trois photographies livrent des informations cruciales à l'étude archéologique d'une ville. Elle rappelle comment l'image doit être intégrée à la réflexion scientifique, à l'échelle d'une opération et plus largement d'un territoire.

Mots-clés : Tours, photographie, archives, ville

- 5 -

**Comprendre l'histoire d'un site par
la confrontation des archives et
des données archéologiques**

L'archive et le vestige. Les enseignements d'un travail collaboratif autour du centre de détention de Riom (Puy-de-Dôme)

Fabrice Gauthier (Inrap), Claire Bourguignon (Université Clermont Auvergne)

Un projet de réhabilitation du Centre de Détention de Riom, désaffecté depuis 2016, a donné lieu à la prescription d'un diagnostic mené par l'Inrap au printemps 2021. Au début du XIX^e siècle, ces infrastructures pénitentiaires ont été installées dans les bâtiments d'un couvent franciscain, érigé au pied du rempart nord de la ville dans le second tiers du XIV^e siècle, conduisant au remaniement progressif du paysage monumental conventuel et de son environnement. Ce complexe est partiellement protégé : l'église, le cloître et le bâtiment dit de l'administration ont été inscrits sur la liste des Monuments historiques le 25 octobre 1962. Les sondages réalisés, répartis en quatre secteurs dans l'emprise de la prison, ont livré des vestiges maçonnés renseignant l'état du bâti pénitentiaire au XIX^e siècle et un espace funéraire dans l'ancien cloître, ayant notamment accueilli des sépultures d'immaturs, dont l'étendue demeure complexe à délimiter. L'exploitation et la mise en perspective des découvertes ont bénéficié d'une étude d'archives et d'une étude documentaire approfondies, centrées sur l'état médiéval du site, ses vestiges bâtis et lapidaires, menées préalablement au diagnostic dans le cadre d'un doctorat en archéologie et histoire de l'art du Moyen Âge réalisé à l'Université Clermont Auvergne.

L'objectif du propos est double. Il s'agit d'abord de présenter les attentes et les principaux résultats de l'analyse des sources écrites, documentaires et des investigations archéologiques menées pour la première fois sur ce site dans le cadre du diagnostic (1. Des sources « complémentaires » ?). L'enjeu est ensuite de montrer les apports et les limites de l'approche pluridisciplinaire dans la compréhension globale et diachronique de ce complexe monumental (2. Étudier pour protéger : enjeux et difficultés de la reconstitution historique d'un complexe conventuel et pénitentiaire (XIV^e-XXI^e siècles)). L'on mettra enfin en exergue les intérêts archéologiques, historiques et artistiques de cet ensemble bâti multiséculaire, en insistant sur les bénéfices à poursuivre les investigations dans le cadre de la recherche en préventif et en laboratoire de recherche universitaire. Le Centre de détention rimois s'inscrit en effet dans un vaste ensemble de complexes religieux réhabilités en centres pénitentiaires, dont les travaux récents tendent à faire connaître les processus de transformation et d'insertion dans le paysage urbain (cf. les ouvrages *Enfermements* dirigés par Isabelle Heullant-Donat, Julie Claustre et Élisabeth Lussat en 2011-2021 ou l'opération archéologique menée récemment à la prison panoptique d'Autun). Les potentialités sont donc multiples et méritent réflexion quant à l'avenir de ce complexe monumental.

Mots-clés : Riom, Puy-de-Dôme, Auvergne, Moyen Âge, Époque contemporaine, centre pénitentiaire, couvent franciscain, étude d'archives, étude documentaire, approche pluridisciplinaire, restitution historique globale

Vestiges de guerre et archives militaires : vers une typochronologie des formes de retranchements au cours des conflits contemporains

Gwénaél Mercé (Inrap)

Une synthèse concernant les vestiges du camp retranché de Paris (CRP) a été l'occasion de compiler les diverses formes de fortifications de campagne mis en œuvre pour la défense de la capitale lors de la Première Guerre mondiale.

Les données issues d'opérations archéologiques préventives ont pu être croisées avec les archives militaires conservées par le Service historique de la Défense ; ces dernières, pléthoriques mais rendues abordables par divers inventaires, contiennent notamment des informations relatives à la chronologie d'édification des ouvrages défensifs (parfois au jour près) ou aux modèles théoriques présidant à leur construction.

Ainsi, une évolution rapide des formes des tranchées d'infanterie a pu être perçue dans les premiers mois de la guerre avec une harmonisation progressive vers un modèle unique, la tranchée à traverses. Ce type de tranchée est bien caractéristique de la Première Guerre mondiale et souvent reconnu par l'archéologie au-delà de l'Île-de-France dans les zones de front. Un approfondissement des recherches en archives a par ailleurs permis de montrer que ce modèle avait été emprunté aux Allemands par les militaires français.

L'extension des recherches aux autres conflits contemporains (guerre de 1870-1871 et Deuxième Guerre mondiale), reposant toujours sur un dialogue constant entre vestiges et archives, tend à montrer que les formes de retranchement diffèrent selon les guerres.

Ce constat, n'ayant a priori rien d'inédit pour les historiens militaires, rend toutefois possible l'établissement d'une première typochronologie restant à éprouver.

Elle est à considérer non comme une fin en soi, mais comme un outil permettant d'affiner nos interprétations des vestiges martiaux, particulièrement dans les cas où ceux-ci restent peu documentés par d'autres sources.

Un exemple choisi concernant la Première Guerre mondiale et le CRP s'attachera à montrer, en réunissant un faisceau d'indices archéologiques et archivistiques, que la mise au jour de vestiges peut parfois venir nuancer, voire infirmer, des discours historiques reposant uniquement sur des données d'archives.

Mots-clés : archéologie des conflits contemporains, fortifications de campagne, archives militaires

Archives communales de Romans et archéologie préventive à Romans (Drôme) : autour de la maison du Mouton et de l'hôtel de Loulle

Chantal Delomier (Inrap), Julien Mathieu (Archives communales et communautaires de Valence Romans Agglo)

La ville de Romans est engagée depuis 2014 dans un vaste programme d'étude et de réhabilitation de son patrimoine historique bâti. Ce programme va de pair avec l'extension, en 2015, du label pays d'art et d'histoire à l'ensemble des cinquante-quatre communes de Valence Romans agglo, communauté d'agglomération. Depuis 2020, deux maisons voisines, la maison du Mouton et l'hôtel de Loulle, situées au cœur de la ville médiévale et à peu de distance de la collégiale Saint-Barnard font l'objet d'études archéologiques de bâti (diagnostics réalisés en 2020, fouilles en cours en 2022-23). Après réhabilitation, la maison du Mouton, acquise par la ville, sera le siège de l'un des deux centres d'interprétation de l'architecture et du patrimoine de l'agglomération. L'hôtel de Loulle, quant à lui, accueillera dix-huit logements sociaux.

L'examen des documents d'archives et l'analyse archéologique portant sur deux édifices voisins mais distincts, ont permis d'accroître et de corriger les connaissances sur ces maisons médiévales et, plus largement, sur les dynamiques de développement du secteur urbain dans lequel elles s'inscrivent. Quelles relations le service archives et patrimoine de l'agglomération a-t-il pu nouer avec les archéologues dans le cadre de ces opérations ? De quelles ressources documentaires l'archéologue peut-il disposer dans les fonds des archives de Romans ? Quel apport les « archives surabondantes » de Romans (E. Le Roy Ladurie) offre-t-il aux études archéologiques en cours sur la maison du Mouton et l'hôtel de Loulle ? La communication fera le premier bilan d'un travail toujours en cours et livrera ses premières conclusions.

Mots-clés : ville médiévale de Romans -sur-Isère, fonds des archives de Romans, archives communales et communautaires Valence Romans agglo, archéologie du bâti

Marseille (600-1300). Évolution de la topographie urbaine et histoire de la propriété par la confrontation des vestiges archéologiques et des fonds d'archives

Marc Bouiron (Inrap)

Les fouilles archéologiques conduites à Marseille depuis les années 1990 ont porté sur plusieurs secteurs de l'espace urbain et des zones de faubourgs médiévaux. L'analyse des riches fonds d'archives de Marseille (abbaye Saint-Victor, notaires, séries judiciaires, archives des comtes de Provence...) a montré la présence de nombreuses seigneuries qui prennent en charge le développement suburbain. Cette approche s'est poursuivie à l'intérieur de la ville avec la mise en évidence d'un lotissement lié à une abbaye de femme (Saint-Sauveur), en plein cœur de la ville médiévale, où l'étude d'archives s'est enrichie des données mises en évidence en fouille. Enfin, la publication des enquêtes comtale de 1265 et 1298 a permis de positionner les possessions du comte dans des secteurs clefs de la ville. Tous ces faisceaux d'indice viennent construire une image de l'évolution de la ville médiévale et surtout permettent d'appréhender la ville morcelée du haut Moyen Âge, avec la présence de deux enceintes réduites l'une autour de la cathédrale (dépendant de l'évêque) et la seconde dans la partie orientale de la ville antique.

Le propos pourrait aussi montrer comment cette recherche conjointe archéologie/archives a renouvelé totalement la connaissance de la ville altomédiévale et médiévale et remis en cause la vision de son évolution qui prévalait jusqu'aux années 1980.

Mots-clés : Moyen Âge, haut Moyen Âge, archéologie urbaine, topographie urbaine, port, abbaye, seigneurie laïque, fortification

L'intégration des études d'archives en archéologie préventive : les exemples des Capucins d'Embrun et de la congrégation Notre-Dame de Lunéville

Nathalie Nicolas-Girardot (Inrap)

Cette communication présentera l'apport des sources d'archives à travers deux ensembles religieux de la période moderne - la congrégation Notre-Dame de Lunéville (54), et le couvent capucin d'Embrun (05) – dont les archives ont été explorées après la phase de terrain. Dans l'architecture religieuse, l'étude des sources d'archives se révèle le plus souvent prolifique, chaque construction étant jalonnée de prix-faits, de comptes de construction, de procès et de visites. Ces documents singuliers éclairent les principes de construction des traités codifiant l'architecture des Ordres réguliers.

À Lunéville, un diagnostic a été prescrit rue de la République, à l'emplacement supposé du couvent de la congrégation Notre-Dame. L'église, achevée en 1722, n'était pas localisée précisément, et en tout cas pas avec certitude au moment de la prescription de diagnostic, en 2017. Aucun indice architectural tangible dans les élévations ne laisser supposer qu'elle était conservée, même partiellement. Trois plans de la congrégation, levés au XVIII^e siècle, ont permis d'émettre des hypothèses à son sujet. En 1792, le texte de la vente aux enchères de la congrégation énumère les bâtiments préservés, et ceux qui furent alors détruits.

À Embrun, l'église des Capucins, dont la construction fut autorisée en 1633, a fait l'objet d'un diagnostic, en 2010. Ce diagnostic fut suivi d'une fouille du chœur liturgique et de l'étude intégrale des élévations intérieures de l'église dévolue en caserne au début du XIX^e siècle. On a ainsi analysé les élévations en place et les structures mises au jour dans le chœur, à la lumière des sources d'archives inédites, et vice-versa. En effet, plusieurs prix-faits de travaux dans l'église et le couvent ont été retrouvés dans les registres de notaires et, finalement, seul le prix-fait de construction de cette église n'est pas conservé !

On s'interrogera lors de cette présentation sur la pertinence de programmer l'étude des sources d'archives avant ou après la phase de terrain.

Mots-clés : architecture religieuse, plans, procès, prix-faits, prescription archéologique

Associer l'archéologie à un fonds documentaire d'exception : le couvent des Minimes de Mane (Alpes-de-Haute-Provence)

Inès Castaldo, Vincent Buccio (Service départemental d'archéologie des Alpes-de-Haute-Provence)

Le couvent des Minimes de Mane (Alpes-de-Haute-Provence) est aujourd'hui un hôtel sur lequel porte un important programme de travaux. Bien que ce dernier implique peu de conséquences sur les parties anciennes, le Préfet de région a prescrit une étude archéologique et documentaire en accompagnement des travaux conduits. Des prélèvements de bois pour dendrochronologie ont également été effectués.

Le couvent est fondé au début du XVII^e siècle à l'initiative de la famille des Forbin. Cet important lignage provençal demeure, jusqu'à la Révolution française, le principal soutien financier de l'établissement.

Conformément à la prescription, l'étude archéologique de terrain a été limitée à quelques sondages dans les enduits et à des observations sur les éléments visibles (volumes, modénature des baies, etc.). L'étude documentaire de terrain a fourni, pour sa part, un corpus extrêmement riche, dont deux ensembles doivent être mis en avant : d'une part un ensemble de prix-faits permettant d'évaluer les travaux conduits au XVII^e siècle, en particulier la fondation de l'établissement. D'autre part, un livre de maison tenu annuellement pendant une grande partie du XVIII^e siècle, énumère tous les travaux réalisés, avec parfois un grand niveau de détail.

Le travail conjoint d'une historienne et d'un archéologue permet ici de confronter le détail des sources écrites aux observations de terrain, d'appliquer une réalité matérielle aux descriptions de travaux et de dater avec une précision annuelle certains éléments archéologiques. Sans les travaux et la prescription archéologique, l'important corpus archivistique serait demeuré inédit : c'est donc bien l'archéologie qui a permis de le mettre au jour.

Cette étude montre que, même dans le cas d'un édifice relativement récent et particulièrement bien documenté par les sources, la confrontation des archives et des données de terrain permet une compréhension globale très fine du site, inenvisageable si l'un des corpus manque.

Mots-clés : Minimes, Forbin-Janson, couvent, livre de maison, prix-faits

Regard croisé sur la citadelle de Belle-Île : archéologie, plans et textes

Olivier Maris-Roy (Inrap)

La citadelle de Belle-Île est un archétype de fortification littorale construit par l'État moderne, marquée par Vauban. Néanmoins, le maréchal intervient sur un site fortifié de longue date, résultat de la mise en défense progressive des frontières maritimes. On y observe notamment l'introduction du canon et du système bastionné.

Cette stratigraphie connue par les textes et les plans révèle trois temps. Le premier acte, particulièrement mal connu, s'attache au château des moines de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé (tournant des XIV^e-XV^e siècles). Le second cycle fondamental s'inscrit entre 1559 et 1661 avec l'introduction du bastionnage menée respectivement par le gouverneur de Bretagne François de Rohan, par les Gondi, marquis de Belle-Île entre 1572 et 1658, puis Fouquet (1658-1661). Ils aménagent tous le site selon une feuille de mission de l'État. Le troisième moment inaugure l'accaparement définitif de la citadelle par le roi et l'arrivée de Vauban. Doté de moyens limités et confronté à des conceptions antérieures, le maréchal s'attache essentiellement à rationaliser le tracé et les flanquements des enceintes.

Néanmoins, le maintien et l'exploitation de ces lignes fortes laissent dans l'ombre défenses et volumes intérieurs. Le diagnostic archéologique de 2022 visait donc à mettre en évidence, à dater et à caractériser l'ensemble des vestiges conservés dans l'emprise du projet de réhabilitation de l'espace hôtelier. Des sondages, restreints mais concentrés dans le secteur du logis et du bastion du Gouverneur, ont mis au jour des éléments significatifs des aménagements anciens. En dépit du peu de vestiges et de mobilier datant, dans une stratigraphie restreinte, il est apparu intéressant de croiser les lectures des élévations, des plans et des textes. Cette approche autorise une interprétation et une chronologie plus précise de ces cycles. Des concordances et des discordances apparaissent alors, donnant un nouvel éclairage à la compréhension du site.

Mots-clés : Vauban, Gondi, Temps modernes, diagnostic archéologique, citadelle littorale, approche croisée

Note : Le diagnostic archéologique mené 2022 visait donc à mettre en évidence, dater et caractériser l'ensemble des vestiges conservés dans l'emprise du projet de réhabilitation de l'espace hôtelier.

Deux cimetières inédits documentés par les archives de l'hôpital général de Tours

Francoise Yvernault (Inrap)

L'étude d'archives réalisée lors de la fouille des casernes Beaumont, à Tours, a permis l'identification d'un cimetière de 72 individus dont certains présentent des membres amputés, non répertorié, dépourvu de mobilier et daté par C14 du début du XVI^e au XIX^e s.

Le site correspond à une abbaye fondée au XI^e s. et démantelée à la Révolution. Le domaine est ensuite loué à des particuliers, puis acheté par l'hôpital général et finalement transformé en caserne en 1913. Une première étude d'archives avait été réalisée lors du diagnostic, concernant l'abbaye bénédictine, où plusieurs zones funéraires avaient été identifiées ; ce nouveau cimetière, excentré à la limite de l'enclos, demeurait indéterminé. L'étude s'est alors orientée vers les archives du XIX^e s., notamment le fonds de l'hôpital général, classé depuis 2011 et celui de l'école de médecine. Ces sources ont permis de proposer des hypothèses pour identifier le site. Les registres de délibérations montrent que si le domaine est acquis par l'hôpital en 1866 pour être cultivé, son étendue et son isolement permettent d'envisager de l'aménager en ambulance, ou annexe provisoire de l'hôpital. Des procès-verbaux et des correspondances attestent que l'ambulance de Beaumont est ouverte en 1870 lors d'une épidémie de variole et pour l'accueil de militaires blessés. En 1884, c'est à cause du risque d'épidémie de choléra. Des rapports et des lettres des administrateurs de l'hôpital préconisent d'inhumer les victimes à Beaumont pour éviter les risques de contagion, ce qui pourrait correspondre à une partie des sépultures découvertes en fouille. Des devis et factures indiquent des travaux de rénovation réalisés afin de la rendre permanente ; elle reste active jusqu'en 1894.

La découverte dans le cimetière d'individus disséqués et de membres en surnombre dans les fosses a conduit au dépouillement du fonds de l'aumônerie de l'hôpital et de l'école de médecine, créée en 1841. Des circulaires concernant l'organisation des cours témoignent d'un enseignement pratique, chaque pathologie étudiée faisant l'objet d'une dissection sur un défunt dont le corps n'est pas réclamé par la famille. Un contrat avec une entreprise de pompes funèbres indique que les corps et fragments provenant de l'école de médecine peuvent être enterrés à plusieurs dans une boîte ou un cercueil, mais aucun lieu d'inhumation n'est indiqué. L'ouverture du cimetière de Beaumont correspond à un événement spécifique car la mortalité à l'hôpital excède largement la population découverte sur le site. Elle pourrait être liée à la fermeture du cimetière de l'hôpital en 1871. Les défunts des hospices doivent alors être inhumés au cimetière général de la ville, nettement éloigné.

Mots-clés : hôpital, ambulance, cimetière, épidémie, dissection

L'apport des sources écrites à l'étude préventive de bâti médiéval : le cas de la tour maîtresse du château de Pouzauges (Vendée)

Teddy Béthus (Inrap), Charles Viaut (Université de La Rochelle)

L'étude d'une tour maîtresse médiévale à Pouzauges (Vendée), réalisée en 2017-2018 avant un projet de restauration, s'est appuyé sur une démarche parallèle d'archéologie du bâti et d'étude des sources écrites préconisée par le cahier des charges scientifiques. Les deux parties de l'étude, menées conjointement, ont abouti à des résultats complémentaires s'enrichissant mutuellement.

L'étude archéologique du bâti a permis de distinguer deux phases principales de construction, caractérisées par des aménagements conséquents. La première a été datée du début du XI^e siècle par l'étude architecturale et la datation radiocarbone de charbons préservés dans les mortiers. La seconde phase de construction, beaucoup plus tardive, est datée du milieu du XV^e siècle par l'étude dendrochronologique de bois architecturaux et se caractérise par des aménagements domestiques de confort et le réaménagement des parties sommitales.

L'étude d'archives a permis d'apporter des éléments de contexte historique importants à l'érection primitive de la tour, en la replaçant dans le réseau castral des vicomtes de Thouars, puissance régionale en expansion. La prise en compte d'archives inédites a également permis de prendre du recul par rapport à l'historiographie antérieure de la tour, qui faisait de Gilles de Rais le commanditaire de son réaménagement au XV^e siècle ; il s'agirait plutôt d'un programme attribuable aux seigneurs de Vendôme, vidames de Chartres, grands bâtisseurs d'œuvres castrales dans l'ouest du royaume de France au XV^e siècle.

Archéologie du bâti et étude des sources écrites se répondent dans un dialogue enrichissant l'histoire du monument, donnant à voir l'intérêt de systématiser ces deux approches dans les études préalables de monuments historiques.

Mots-clés : archéologie du bâti, château, tour maîtresse, étude documentaire, archives, vicomte de Thouars, vidames de Chartes

De l'intérêt des études archivistiques en archéologie moderne et contemporaine : le cas de l'aqueduc de Nanterre (Hauts-de-Seine)

Nicolas Samuelian (Inrap), Karine Berthier (Inrap, Association des Sources de Fontenay)

Les travaux de construction d'une nouvelle ligne de métro dans le cadre des aménagements du Grand Paris sur la commune de Nanterre (Hauts-de-Seine) ont été l'occasion de mettre en lumière les études déjà existantes sur les réseaux d'adduction d'eau, au cours des derniers siècles. Un aqueduc aperçu à de nombreuses reprises et à différentes périodes lors de travaux de voirie par les nanterriens a pu, pour la première fois, faire l'objet d'une étude de bâti. Pour aller au-delà de l'examen purement descriptif, l'accès puis l'étude aux sources documentaires et archivistiques ont été décisives pour la remise en perspective de cet édifice dans son contexte historique. Dans un premier temps, en utilisant la documentation fournie par la société savante locale (Société d'Histoire de Nanterre) puis dans un deuxième temps en consultant les études notariales de Nanterre aux archives départementales des Hauts-de-Seine puis les archives communales de Nanterre. Parallèlement, aux Archives nationales, la prospection dans les fonds d'administration d'Ancien Régime, d'établissements religieux et dans le Minutier central a permis la découverte de nombreuses informations traitant de l'eau à Nanterre au cours de la période Moderne.

À travers cette étude de cas, les auteurs défendent la nécessité pour l'archéologie moderne et contemporaine de s'appuyer sur les données archivistiques qui permettent ainsi de resituer un fait dans une histoire globale dont les détails à l'échelle locale restent à écrire.

Mots-clés : Temps Modernes, archéologie, hydraulique, aqueduc, archives

Apport des sources historiques sur la compréhension d'un camp d'entraînement militaire du XVII^e s. : l'exemple du fort Saint-Sébastien

Olivier Bauchet (Inrap)

En 2011-2012, deux ouvrages militaires ont été mis au jour lors d'une vaste fouille (28 ha) opérée sur la commune de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), à l'intérieur de la boucle de la Seine, dans la plaine alluviale dite d'Achères.

La confrontation des données archéologiques aux sources textuelles, planimétriques et iconographiques a permis d'identifier le fort Saint-Sébastien, un camp retranché aménagé en 1669 et détruit l'année suivante pour laisser place à une ligne de circonvallation. Ces deux aménagements composés de larges fossés et d'ouvrages en terre (bastions, redans et demi-lunes) ont été édifiés et occupés successivement sur une courte durée (deux étés) par les troupes de la maison militaire du roi. Cet investissement hors norme s'inscrit dans la préparation de la guerre de siège que Louis XIV mènera contre les Provinces Unies en 1672.

La diversité des sources consultées (gazettes, correspondance du secrétariat d'Etat de la Guerre, réception de travaux, minutes notariales) apporte des éclairages croisés et multiples : que ce soit les repères chronologiques (étapes de construction, occupation des camps, déroulement des manœuvres), l'organisation des armes (infanterie, cavalerie, état-major), les aménagements internes (écuries, baraques, puits, latrines, etc.), les approvisionnements et les acteurs de ces distributions.

Au-delà des résultats escomptés, la réalisation de cette étude au moment de la fouille a permis aussi d'appréhender au mieux des structures inédites et/ou difficiles à lire sur le terrain (grandes écuries, latrines en batterie).

Mots-clés : Temps modernes, fortifications, camps militaires

Archéologie et archives dans la province d'Alicante (communauté valencienne, Espagne) : études de cas pour la connaissance d'une pratique nécessaire

Santiago Olcina Lagos (Université d'Alicante)

Les documents d'archives constituent une source fondamentale pour la connaissance des fouilles archéologiques, l'étude de leurs matériaux et l'interprétation des sites découverts, parmi de nombreuses autres questions. Cependant, pendant de nombreuses années, en Espagne, ces deux sciences auxiliaires de l'histoire ont été traitées de manière indépendante, alors qu'en réalité elles ont toujours été complémentaires l'une de l'autre. Aujourd'hui, grâce à l'interdisciplinarité de l'archéologie et à l'acceptation du fait que la connaissance archéologique ne peut être atteinte (ou avoir un plus grand succès scientifique) qu'à partir de la combinaison des résultats obtenus dans différents domaines, cette vision est en train de changer. Les différentes archives contenant de la documentation archéologique sont de plus en plus reconnues et considérées comme des sources indispensables pour l'étude du passé.

Dans cet article, nous avons l'intention de montrer la relation entre l'archéologie et les archives à travers plusieurs exemples spécifiques de la province d'Alicante (Comunidad Valenciana, Espagne) qui mettent en évidence la nécessité pour les deux disciplines de travailler ensemble. Une étude de cas étrangère qui peut être utilisée pour comparer avec celles d'autres régions et aider à développer des critères et des outils pour un meilleur développement du travail archéologique.

Mots-clés : archéologie, archives, documentation, état de la question, méthodologie

ANNUAIRE DES PARTICIPANTS

(comités d'organisation et scientifique, auteurs)

B

BADEY Sylvain

Inrap - Centre de recherches archéologique
148, avenue Maginot - 37 100 Tours
sylvain.badey@inrap.fr

BAUCHET Olivier

Centre de recherches archéologiques
56, Boulevard Courcerin - 77 183 Croissy-Beaubourg
olivier.bauchet@inrap.fr

BERDOY Anne

Service régional de l'archéologie - DRAC Occitanie
Hôtel Saint-Jean - 32, rue de la Dalbade - BP 811 - 31 080 Toulouse cedex 6
anne.berdoy@culture.gouv.fr

BERNARD Jean-Louis

Inrap - Centre de recherches archéologiques
1, avenue du Parc Village d'Entreprises - BP 70 084 - 60 403 Passel
jean-louis.bernard@inrap.fr

BERTHIER Karine

Inrap (CDD), Association des Sources de Fontenay
berthierkarine2@aol.com

BÉTHUS Teddy

Inrap - Centre de recherches archéologiques
37, rue Bignon - CS 67 737 - Bât. B - 35 577 Cesson-Sévigné
teddy.bethus@inrap.fr

BOCQUET Sylvie

Inrap - Centre de recherches archéologique
12, rue Louis Maggiorini - 69 900 Bron
sylvie.bocquet@inrap.fr

BOISSARD Emmanuelle

Service régional de l'archéologie - DRAC Auvergne Rhône-Alpes
6, quai Saint-Vincent – 69 283 Lyon cedex 01
emmanuelle.boissard@culture.gouv.fr

BONNIN Jean-Claude

Historien de l'Aunis

BOUIRON Marc

Inrap - Direction scientifique et technique
121, rue d'Alésia - CS 20 007 - 75 685 Paris cedex 14
marc.bouiron@inrap.fr

BOURGUIGNON Claire

Université Clermont Auvergne
49, boulevard François Mitterrand - CS 60 032 - 63 001 Clermont-Ferrand
clbbourguignon@gmail.com

BOUROCHER Solveig

Archives départementales et du patrimoine du Cher
Rue Heurtault de Lamerville - 18 000 Bourges
solveig.bourocher@departement18.fr

BUCCIO Vincent

Service départemental d'archéologie des Alpes de Haute-Provence
13, rue du Docteur Romieu - CS 70 216 - 04 995 Digne-les-Bains cedex 9
vincent.buccio@le04.fr

C**CARPENTIER Carine**

Inrap - Direction scientifique et technique
121, rue d'Alésia - CS 20007 - 75 685 Paris cedex 14
carine.carpentier@inrap.fr

CARRON Diane

École des hautes études en sciences sociales
54, boulevard Raspail - 75 006 Paris
diane.carron@ehess.fr

CASTALDO Inès

Historienne du patrimoine
inescastaldo@hotmail.com

CASTRUCCI Colette

Retraitée Inrap

CAVANNA Émilie

Département d'Histoire de l'Architecture et d'Archéologie de Paris
11, rue du Pré - 75 018 Paris
emilie.cavanna@paris.fr

CERCY Christine

Inrap - Centre de recherches archéologiques
11, rue des Champs - ZI La Pilaterie - 59 650 Villeneuve d'Ascq
christine.cercy@inrap.fr

CHEVALIER Maël

Arkedoc - Université de Bourgogne - Université Lumière Lyon 2
4, rue Blaise Pascal - CS 90 032 - 67 081 Strasbourg cedex

CHIMIER Jean-Philippe

Inrap - Centre de recherches archéologiques
148, avenue Maginot - 37 100 Tours
jean-philippe.chimier@inrap.fr

CLAUDE Sandrine

Direction Archéologie et Muséum de la ville d'Aix-en-Provence
Centre Technique Municipal - Route des Milles - 13 290 Aix-en-Provence
claudes@mairie-aixenprovence.fr

COUDERC Clarisse

Ville d'Autun
Hôtel de ville - Place du Champ de Mars - 71 400 Autun
clarisse.couderc@autun.com

D**DELOMIER Chantal**

Inrap - Centre de recherches archéologiques
12, rue Maggiorini - 69 500 Bron
chantal.delomier@inrap.fr

DREILLARD Camille

Pôle de recherche archéologique de Nantes Métropole
3, quai Ceineray - CS 94 109 - 44 041 Nantes cedex 1
camille.dreillard@nantesmetropole.fr

DUBOIS Adrien

23 rue Saint-Pierre - 14 000 Caen
dubois_adrien@yahoo.fr

DUCLERT Camille

Médiathèque du patrimoine et de la photographie
11, rue du Séminaire de Conflans - 94 220 Charenton-le-Pont
camille.duclert@culture.gouv.fr

DUMOULIN François

Service régional de l'archéologie - DRAC Auvergne Rhône-Alpes
Hotel de Chazerat - 4, rue Blaise Pascal
BP 378 - 63 010 Clermont-Ferrand Cedex 1
francois.dumoulin@culture.gouv.fr

F

FAIVRE D'ARCIER Louis

Archives municipales de Lyon
1, place des Archives - 69 002 Lyon
louis.faivredarcier@mairie-lyon.fr

FICHET DE CLAIRFONTAINE François

Direction générale des patrimoines
Inspection des patrimoines - Collège archéologie
6, rue des Pyramides - 75 001 Paris
francois.fichet-de-clairfontaine@culture.gouv.fr

FONDRILLON Mélanie

Service d'archéologie préventive de Bourges Plus
9, rue Isaac Newton - 18 000 Bourges
melanie.fondrillon@agglo-bourgesplus.fr

FONTAINE Souen

Inrap - Direction scientifique et technique - Pôle Subaquatique
121, rue d'Alésia - CS 20007 - 75685 Paris cedex 14
souen.fontaine@inrap.fr

FOUCAULT Mélanie

Service archéologique de la Ville de Lyon
10, rue Neyret - 69 001 Lyon
melanie.foucault@mairie-lyon.fr

FOUCHER Marion

Université de Bourgogne Franche-Comté
6, boulevard Gabriel - 21 000 Dijon
marion.foucher@u-bourgogne.fr

FOUILLET Nicolas

Inrap - Centre de recherches archéologiques
148, avenue Maginot - 37 100 Tours
nicolas.fouillet@inrap.fr

G

GAIME Sébastien

Inrap - Centre de recherches archéologiques Outre-mer
La fabrique amazonienne
20, esplanade de la cité d'affaires - 97 351 Matoury
sebastien.gaime@inrap.fr

GAUGÉ Érica

Service régional de l'archéologie - DRAC Grand Est
3, rue du faubourg Saint-Antoine - 51 037 Châlons-en-Champagne
erica.gauge@culture.gouv.fr

GAUTHIER Fabrice

Inrap - Centre de recherches archéologiques
13 bis, rue Pierre Boulanger - 63 100 Clermont-Ferrand
fabrice.gauthier@inrap.fr

GOY Michel

Inrap - Centre de recherches archéologiques
12, rue Maggiorini - 69 500 Bron
michel.goy@inrap.fr

GUILLOT Hélène

Inrap - Centre de recherches archéologiques
148, avenue Maginot - 37 100 Tours
helene.guillot@inrap.fr

H

HELLERINGER Cécile

ENSTA - École nationale supérieure de techniques avancées Bretagne
2, rue François Verny - 29 200 Brest
cecile.helleringer@ensta-bretagne.org

HOYAU-BERRY Anne

Inrap - Centre de recherches archéologiques
37, rue Bignon - CS 67 737 - Bât. B - 35 577 Cesson-Sévigné
anne.hoyau-berry@inrap.fr

HUGONNIER Louis

Inrap - Centre de recherches archéologiques
1, avenue du Parc Village d'Entreprises BP 70 084 - 60 403 Passel
louis.hugonnier@inrap.fr

J

JESSET Sébastien

Pôle d'archéologie de la Ville d'Orléans
Direction de la planification, de l'aménagement urbain et de l'habitat
13 bis, rue de la Tour Neuve - 45 000 Orléans
sebastien.jesset@orleans-metropole.fr

L

LEFEBVRE Bastien

Service régional de l'archéologie - DRAC Occitanie
Hôtel Saint-Jean - 32, rue de la Dalbade - BP 811 - 31 080 Toulouse Cedex 6
bastien.lefebvre@univ-tlse2.fr

LEFÈVRE Benjamin

Pôle d'archéologie de la Ville d'Orléans
Direction de la planification, de l'aménagement urbain et de l'habitat
13 bis, rue de la Tour Neuve - 45 000 Orléans
benjamin.lefevre@orleans-metropole.fr

LELANDAIS Fanny

DGACP - Direction des patrimoines, DDP - Service archéologie
Métropole Nice Côte d'Azur - 06 364 Nice cedex 4
fanny.lelandais@ville-nice.fr

M

MACOUIN Mélanie

Éveha - Études et valorisations archéologiques
Agence de Poitiers - Route de Larnay - 86 580 Biard
melanie.macouin@eveha.fr

MARIS-ROY Olivier

Inrap - Centre de recherches archéologique
37, rue Bignon - CS 67 737 - Bât. B - 35 577 Cesson-Sévigné
olivier.maris-roy@inrap.fr

MARTIN Guillaume

Inrap - Centre de recherches archéologiques
12, rue Louis Maggiorini - 69 900 Bron
guillaume.martin@inrap.fr

MATHIEU Julien

Archives communales et communautaire - Valence Romans Agglo
Latour-Maubourg - 46, chemin de Ronde - 26 000 Valence
julien.mathieu@valenceromansagglo.fr

MERCÉ Gwénaël

Inrap - Centre de recherches archéologiques
24, rue Théron de Montaugé - 31 200 Toulouse
gwenael.merce@inrap.fr

MOTTIER Cédric

Université Savoie Mont Blanc
27, rue Marcoz - 73 000 Chambéry
cedric.mottier@libertysurf.fr

N

NECTOUX Elise

Service régional de l'archéologie - DRAC Auvergne-Rhône-Alpes
Hôtel de Chazerat - 4, rue Pascal BP 78 - 63 010 Clermont-Ferrand cedex 1
elise.nectoux@culture.gouv.fr

NICOLAS-GIRARDOT Nathalie

Inrap - Centre de recherches archéologiques
105, rue Serpentine - ZA des Jalassières 13 510 Éguilles
nathalie.nicolas@inrap.fr

NOIZET Hélène

Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
12, place du Panthéon - 75 231 Paris
helene.noizet@univ-paris1.fr

O

OLCINA LAGOS Santiago

Instituto Universitario de Investigación en Arqueología y Patrimonio Histórico
Universidad de Alicante
Edificio Institutos Universitarios-Parque Científico, Planta Baja
Carretera de San Vicente del Raspeig, s/n.
03 690 - San Vicente del Raspeig (Alicante)
santiago.olcina@ua.es

P

PARIENTE Anne

Service archéologique de la Ville de Lyon
10, rue Neyret - 69 001 Lyon
anne.pariente@mairie-lyon.fr

PÉCOUT Thierry

Université Jean Monnet - Campus Tréfilerie
35, rue du Onze Novembre- 42 023 Saint-Étienne cedex 2
thierry.pecout@univ-st-etienne.fr

PICHON Isabelle

Inrap - Centre de recherches archéologiques
148, avenue Maginot - 37 100 Tours
isabelle.pichon@inrap.fr

POILPRÉ Pierre

Inrap - Centre de recherches archéologiques
37, rue du Bignon CS 67 767 - 35 577 Cesson-Sévigné cedex
pierre.poilpre@inrap.fr

POULLE Pascal

Inrap - Centre de recherches archéologiques
525, avenue Pomme de Pin, 45 590 Saint-Cyr-en-Val
pascal.poulle@inrap.fr

PREVOT Marilyne

Inrap - Centre de recherches archéologiques
90, impasse Henri Becquerel - 54 710 Ludres
marilyne.prevot@inrap.fr

R

RIGAUD Philippe Rigaud

Laboratoire d'Archéologie Médiévale et Moderne en Méditerranée
Maisons Méditerranéenne des Sciences de l'Homme – CS 90 412
5, rue du Château de l'Horloge - 13 097 Aix-en-Provence Cedex 2
clement.alix@orleans-metropole.fr

ROLLAND Xavier

Service d'archéologie préventive de Bourges Plus
9, rue Isaac Newton - 18 000 Bourges
melanie.fondrillon@agglo-bourgesplus.fr

S

SABASTIA Alex

Inrap - Pôle Activités Subaquatiques - Direction Scientifique et Technique
121, rue d'Alésia - CS 20 007 - 75 685 Paris cedex 14
alex.sabastia@inrap.fr

SAMUELIAN Nicolas

Centre de recherches archéologique
34-3, avenue Paul Vaillant-Couturier - 93 120 La Courneuve
nicolas.samuelian@inrap.fr

SAUVAGE Cécile

Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines
147, plage de l'Estaque - 13 016 Marseille
cecile.sauvage@culture.gouv.fr

SCHITTLY Marie-Aude

Université de Strasbourg
4, rue Blaise Pascal - CS 90 032 - 67 081 Strasbourg cedex
maschittly@hotmail.fr

SCHLANGER Nathan

École nationale des chartes - PSL
65, rue de Richelieu - 75 002 Paris
schlanger1@gmail.com

T

THION Catherine

Pôle d'archéologie de la Ville d'Orléans
Direction de la planification, de l'aménagement urbain et de l'habitat
13 bis, rue de la Tour Neuve - 45 000 Orléans
catherine.thion@orleans-metropole.fr

TIGREAT Pierrick

Service régional de l'archéologie - DRAC Île-de-France
47, rue Le Peletier - 75 009 Paris
pierrick.tigreat@culture.gouv.fr

TRÉBUCHET Émilie

Inrap - Centre de recherches archéologiques
148, avenue Maginot - 37 100 Tours
emilie.trebuchet@inrap.fr

V

VACHER Catherine

Inrap - Centre de recherches archéologiques
122, rue de la Bugellerie - Zone République - 86 000 Poitiers
catherine.vacher@inrap.fr

VIAU Charles

La Rochelle Université
Technoforum - 23, avenue Albert Einstein - BP 33 060 - 17 031 La Rochelle
charles.viaut@univ-poitiers.fr

Y

YVERNAULT Françoise

Inrap - Centre de recherches archéologiques de Tours
148, avenue Maginot - 37 100 Tours
francoise.yvernault@inrap.fr

Suivez-nous
inrap.fr

